ISSN 1622 – 4595

Horizons et débats
Case postale 247,
CH-9602 Bazenheid
Tél: +41 44 350 65 50
Telefax: +41 44 350 65 51
www.horizons-et-debats.ch

CCP 97-748485-6

Horizons et débats

30 décembre 2025
24e année
No 27

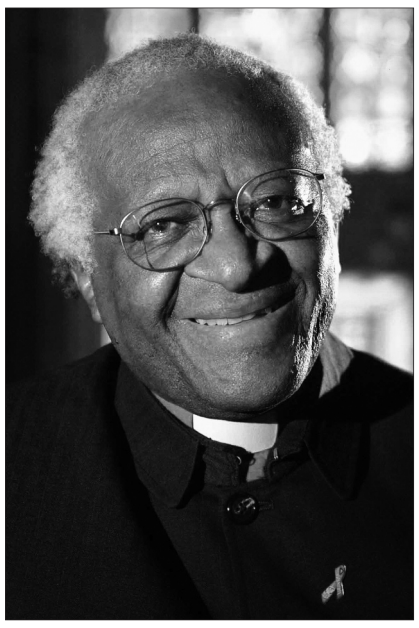
AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Ubuntu

*par Desmond Tutu, Archevêque émérite, prix Nobel de la paix**



Desmond Tutu (1931–2021)
(photo Wikipedia)

[…] A quoi cela servirait-il de croire en la nécessité de s'investir [à rendre le monde plus humain, réd.]? Pourquoi chercher à changer le monde, à vivre dans un monde différent?

Dans de nombreux pays africains, savoir y répondre s'appelle *Ubuntu*. *Ubuntu* est l'essence même de l'être, le cœur de la personnalité. Nous disons: «Tu dois t'efforcer d'atteindre ton plein potentiel pour que je puisse atteindre le mien. Mon humanité est liée à la tienne.» L'individu isolé est une contradiction fondamentale. Nous disons: «On ne devient une personne que grâce à ses semblables, grâce aux autres. J'ai des dons que tu n'as pas, et tu as des dons que je n'ai pas.» Et alors, Dieu dit: «Voilà, c'est le sens de tout. C'est ainsi que l'on comprend que l'on a besoin les uns des autres.» Nous sommes faits pour vivre dans un réseau d'interdépendance très fragile. Une personne totalement indépendante et autosuffisante n'est pas vraiment une personne, pas un être humain à part entière.

Ubuntu signifie aussi compassion, générosité et hospitalité. Quand on accueille quelqu'un à bras ouverts, quand quelqu'un fait preuve de générosité, le plus grand éloge qu'on puisse lui adresser dans notre région du monde est: «*Lu ubuntu, una levutu*», ce qui signifie: «Cette personne incarne *l'Ubuntu*; c'est donc un vrai être humain. Elle aspire à l'harmonie sociale.» La vengeance, la colère, la haine – tout cela mine l'harmonie sociale. *L'Ubuntu* encourage chacun à pardonner et à se réconcilier. On dit que pardonner est bon pour la santé car cela fait baisser la tension artérielle. C'est le meilleur moyen de défendre ses propres intérêts. L'Ubuntu ne prescrit pas une justice punitive, mais une justice réparatrice. Son but est de construire un pont, et non d'inciter à la vengeance. Il n'est donc pas surprenant que *Nelson Mandela*, à sa sortie de prison après 27 ans, alors qu'il aurait dû être rongé par l'amertume et la colère, ait stupéfié le monde par l'immense générosité dont il a fait preuve. A sa sortie de prison, il a appelé son peuple non pas à la vengeance, mais au pardon et à la réconciliation. Nelson Mandela, originaire d' Afrique, est devenu une icône de réconciliation et de pardon dans le monde.

Ubuntu nous montre à quel point nous sommes interdépendants, l'un de l'autre: si l'on ne traite pas autrui avec humanité, on perd soi-même son humanité. Nous l'avons constaté lors de notre Commission de réconciliation et de vérité. Un témoin a déclaré: «Nous avons tiré une balle dans la tête de quelqu'un et brûlé son corps – il faut huit ou neuf heures pour qu'un corps humain soit brûle – et pendant ce temps, nous faisions un barbecue à proximité et buvions de la bière.» Qu'est-il advenu de l'humanité qu'une personne se montre capable d'un tel acte? Tuer, brûler un cadavre et faire un barbecue à côté?

L'Ubuntu n'était pas un concept propre à l'Afrique du Sud. Après la guerre appelée *Mau Mau* au Kenya, on craignait que si *Uhuru* (la liberté) arrivait chez nous, *Jomo Kenyatta* ne pousse son peuple à des excès de vengeance. Mais cela ne s'est pas produit. Lorsque la liberté est arrivée au Zimbabwe, il n'y a eu ni vengeance, ni représailles. *Ian Smith* est resté au Parlement même après la «libération». C'était avant que M. *Mugabe* ne change radicalement. Et nous avons observé le même phénomène en Namibie. Non, se venger, c'est agir contre ses propres intérêts.

Ubuntu, c'est la valeur de chaque individu, sa dignité. *Ubuntu*, c'est le fait que nous appartenons tous à une seule et même famille. Nous faisons tous partie de la famille humaine, la famille de Dieu. Je vieillis moi-même, et chaque jour je constate que les choses sont un peu plus difficiles pour moi. Je crois avoir découvert quelque chose qui est, à mon avis, la chose la plus radicale que *Jésus* ait jamais dite. Et je suis sûr que cela vous surprendra. Vous vous souvenez peut-être: le matin de la Résurrection, notre Seigneur rencontre *Marie-Madeleine* et lui dit quelque chose d'étrange. Marie-Madeleine, une femme. Vous vous souvenez peut-être aussi que *Paul* a dit: «Pour être considéré comme apôtre, il faut avoir vu le Seigneur ressuscité.» Donc, apparemment, le premier apôtre était une femme. Mettons cela entre parenthèses.

Et notre Seigneur lui dit quelque chose de très remarquable. Il dit «Va dire à mes frères….» C'est la première fois qu'il parle de «frères». Auparavant, il les appelait toujours «amis». Et maintenant, il dit «mes frères». Ceux dont l'un l'a trahi, dont l'un l'a même renié trois fois, et qui tous l'ont abandonné, il les appelle «mes frères». Et il continue: «Dis à mes frères que je vais vers mon Père et leur Père.» C'est un moment très significatif. Et Jésus exprime un message important par son choix de mots. Il en exprime que toi, moi, nous tous sommes frères et sœurs. Frères et sœurs dans cette famille où il n'y a pas d'étrangers, mais des membres seuls. Vous vous souvenez peut-être le moment où Jésus dit «quand je monterai au ciel». Le disant, il ne continue pas par «…j'en emmènerai quelques-uns avec moi», non. Il dit: «… j'emmènerai tous avec moi.» Tous, tous, tous! Les riches, les pauvres, les Blancs, les Noirs, les Jaunes, les Rouges, les Palestiniens, les Israéliens. Tout le monde, absolument tout le monde. Homosexuels, hétérosexuels, tout le monde… vous imaginez? *George Bush, Oussama ben Laden* … Tout le monde, tout le monde, vraiment tout le monde! C'est formidable! Comment vivre en dignité en tant que pauvre? Comment rester digne en tant que malade? Comment vivre sa dignité en tant qu'ignorant? Si l'on est destiné à l'être? Comment est-ce possible? Il s'agit donc de tout le monde, absolument tout le monde. Dans l'éthique de la famille, on ne demande pas: «Dis, combien contribues-tu aux revenus de la famille? Sache que chacun ne reçoit que proportionnellement à ce qu'il lui a donné.» On ne demande pas à un bébé: «Alors, que contribues-tu à la famille?» Le bébé ne contribue encore à rien, du moins à notre connaissance. Mais il est comblé d'amour. Non, dans une bonne famille, on dit: «Chacun selon ses capacités.» Et ainsi, chacun reçoit ce dont il a besoin.

Une chose est sûre: nous ne gagnerons jamais cette guerre contre le terrorisme tant que des personnes seront contraintes de vivre dans des conditions qui les plongent dans le désespoir. Nous ne formons qu'une seule famille! Qu'est-ce qui nous amène à dépenser autant d'argent dans tant de pays – pour y semer la mort et la destruction? Nous fabriquons des bombes qui tuent, alors que nous savons qu'une infime partie de l'argent y investi suffirait à garantir aux enfants du monde entier l'accès à l'eau potable, à une alimentation suffisante, à un toit et à une bonne éducation. Comment pouvons-nous tolérer cela? Comment? Et en dépit de Dieu qui dit: Aidez-moi à rendre ce monde plus compatissant, afin que nous vivions dans un monde où chaque personne compte plus que les biens matériels? Aidez-moi à faire de ce monde un monde où chacun peut jouir de ses droits inaliénables? Et face à Dieu qui nous appelle: «Je vous en déplore donc, aidez-moi! Aidez-moi à transformer ce monde en un monde de compassion, un monde de générosité, un monde où chacun prend soin d'autrui, un monde empli de rires et de joie, un monde où la pauvreté appartient au passé, un monde sans guerre. Aidez-moi donc! Aidez-moi! Aidez-moi!» •

* *Desmond Mpilo Tutu* (né le 7 octobre 1931 à Klerksdorp et décédé le 26 décembre 2021 au Cap) était un pasteur anglican sud-africain. Il fut archevêque du Cap et Primat de «l'Eglise d'Afrique du Sud», de 1986 à 1996. Il reçut le prix Nobel de la paix en 1984, pour son action en faveur des Droits de l'Homme. A partir de 1995, il présida la «Commission vérité et réconciliation d'Afrique du Sud».

Source: 8e discours sur l'éthique mondiale prononcé par *Desmond Tutu*, Archevêque émérite et prix Nobel de la paix, sur le thème «Ethique mondiale et dignité humaine: une perspective africaine», le 15 juin 2009 à l'université de Tübingen (extrait); *https://www.weltethos.org/wp-content/uploads/2022/08/Weltethos-Rede-8-Tutu-2009.pdf*

(Traduction *Horizons et débats)*

«Lettre ouverte en faveur d'une intervention du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en faveur de deux ressortissants suisses sanctionnés par l'UE

Lettre ouverte au Conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Kyoto, le 20 décembre 2025

Monsieur le Conseiller fédéral,
Monsieur le Chef du Département fédéral des affaires étrangères,

Nous vous adressons notre parole de citoyens suisses, issus des milieux universitaires, diplomatiques, journalistiques, militants et juridiques.

C'est avec consternation que nous avons appris que deux ressortissants suisses – le Colonel *Jacques Baud* et Mme *Nathalie Yamb* – figurent sur la liste des sanctions de l'Union européenne, et ce sans procédure régulière, sans avoir été interpellés et sans aucune preuve d'activité criminelle spécifique. Ces sanctions se basent manifestement sur des opinions politiques et des déclarations en public.

A nos yeux, ce procédé constitue une grave violation des droits fondamentaux, notamment

- la liberté d'opinion et d'expression,
- le droit à un procès équitable,
- la protection contre les sanctions arbitraires.

Le fait que des citoyens suisses soient de facto sanctionnés par une alliance étrangère agissant sans décision judiciaire compétente préalable ni audition individuelle des inculpés est extrêmement problématique au regard d'Etat de droit. Le procédé mis en action contredit les principes fondamentaux que la Suisse a toujours défendus, tant dans le cadre de sa neutralité que de son attachement au Droit international et aux Droits de l'Homme.

Nous jugeons inacceptable que des expressions d'opinion politique, même controversées ou dérangeantes, soient réprimées. Une telle pratique crée un dangereux précédent qui dépasse largement le cadre des deux personnes concernées, en minant les fondements des sociétés pluralistes et démocratiques.

Dans ce contexte, nous exhortons expressément le Département fédéral des affaires étrangères, dans la limite de ses compétences, à

- intervenir formellement auprès de l'Union européenne,
- à protester contre l'inscription de ressortissants suisses sur la liste des sanctions de l'UE,
- à leur fournir de l'assistance et de protection consulaires complètes,
- à interdire aux banques, aux établissements de crédit et autres entreprises suisses d'appliquer les sanctions de l'UE à l'encontre de ces personnes sur leur territoire.

Nous attendons de la Suisse qu'elle protège ses ressortissants lorsque leurs droits fondamentaux sont restreints sans fondement judiciaire, que leurs opinions politiques bénéficient ou non d'un soutien majoritaire. La protection de l'Etat de droit ne doit jamais dépendre d'un accord de fond.

Monsieur le Conseiller fédéral, nous vous prions instamment d'accorder à cette question toute l'attention nécessaire et d'agir conformément à la tradition suisse concernant l'Etat de droit.

Nous vous serions reconnaissants de nous faire part de l'attitude que prendra le DFAE et sa façon d'agir dans cette affaire.

Avec mes meilleures salutations

Dr *Pascal Lottaz,*

Professeur associé, Université de Kyoto»

Source: https://www.dropbox.com/scl/fi/bcnp2j3dzu4nogvk3uqs5/Intervention-f-r-BaudYambDRAFT.pdf?rlkey=6xo5wm11n2oiax7g6ssxcwaom&st=rfsnsq7u&dl=0.

(Traduction de l'allemand Horizons et débats)
La liste des cosignataires y figure également.

L'information est comme un filet d'eau pure

*par Guy Mettan**

Guy Mettan (photo mad)

Dans le contexte de guerre cognitive dans lequel nous autres Occidentaux baignons depuis une dizaine d'années, l'information est devenue une arme de destruction massive. Ou plutôt: une arme de tromperie massive.

Dans un monde où les journalistes tendent à disparaître au profit des «créateurs d'information», il n'y a rien d'étonnant à ce que l'information soit désormais créée, formatée, conditionnée et distribuée comme un paquet de jambon artificiel au supermarché. Si, au départ, le jambon était censé provenir d'un vrai cochon de chair et d'os à l'arrivée, le produit n'a plus grand chose à voir avec le matériau originel. De la couleur à la texture, sans parler du goût, il n'a plus rien de naturel. Il est devenu parfaitement artificiel. Les miracles du packaging et du marketing font le reste: en bout de chaîne, le consommateur n'a plus qu'à payer pour une marchandise largement frelatée.

Il en va de même pour les informations produites et vendues par les médias mainstream. Leur rapport avec la réalité est devenu très aléatoire. Les ingrédients d'origine, à savoir les faits, ont été si bien épluchés, essorés, cuits, recuits et gavés d'agents conservateurs, de parfums, de colorants, d'arômes et d'exhausteurs de goût que l'information délivrée au bout de la chaîne de production journalistique n'a plus qu'un très lointain rapport avec l'authenticité et la vérité du produit. Comme dans l'industrie alimentaire, ces transformations et ces reconditionnements se déroulent dans la plus grande opacité et sont dissimulés aux yeux du public qui la consomme.

Dans cet univers parallèle, le journaliste et le média honnêtes qui chercheraient à rétablir les faits et à les analyser de la façon la plus objective et impartiale possible n'ont aucune chance de s'imposer, l'ensemble des médias officiels tant privés que publics diffusant la même bouillie insipide. Et s'ils y parvenaient, ils seraient alors impitoyablement traqués par les chasseurs de primes que sont devenus les fact-checkers et autres organes de «vérification».

En France, le gouvernement *Macron* n'a pas renoncé à restaurer le label de conformité qu'il avait échoué à imposer pendant la crise du Covid. Les privés ne sont pas en reste, qui s'associent entre eux sous des bannières aussi fallacieuses qu'hypocrites pour s'assurer de la diffusion unanime de la bonne parole, à l'image de la *Trusted News Initiative* créée par la BBC en 2019, du *Réseau international de vérification des faits* (IFCN) lancé par l'*Institut Poynter* en 2015 ou du *Trust Project* financé depuis 2014 par toutes sortes de fondations américaines afin de lutter contre la «désinformation», la haine raciale ou l'antisémitisme et qui consistent en pratique à garantir que les médias partenaires soient alignés sur les positions de l'OTAN en Ukraine, d'Israël en Palestine ou de Taiwan vis à vis de Chine.

Dès lors le journaliste soucieux d'échapper au rouleau compresseur des médias mainstream est condamné à se fondre dans le moule pour survivre ou à végéter dans les marges du système, en exploitant les maigres ressources à disposition ou en se contentant de s'exprimer gratuitement sur les réseaux sociaux. De *Telegram* à *Wechat,* de *Substack* à *X* en passant par les myriades de blogs et de portails qui peuplent la galaxie internet et les radios et chaines TV des pays non-occidentaux – tous ces supports peuvent être mis à contribution mais ils ne sont pas rémunérés.

Ces voix marginales, ces efforts ingrats sauvent pourtant l'honneur du métier d'informer. Ils sont comme des gouttelettes qui, peu à peu, vont créer un filet d'eau, puis un torrent, puis une rivière et un fleuve qui finiront par s'imposer dans le paysage public et par façonner la conscience de ceux qui l'habitent.

Ne sous-estimons pas la force des filets d'eau: l'eau s'insinue partout, elle finit par éroder les roches les plus dures et trouve inéluctablement son chemin vers l'océan de la vérité. C'est en tout cas ce que devraient se dire celles et ceux qui doutent parfois d'avoir choisi la bonne voie. La foi est plus forte que la loi du grand nombre.

De nombreux exemples montrent que cette stratégie marche. Prenez celui de Gaza et d'Israël. Pendant des mois, dans nos pays, il était impossible de parler de la Palestine, de la souffrance des Gazaouis, des destructions, de la famine, des massacres, etc. Puis, peu à peu, une vague est montée qui a fini par faire céder les digues mises en place par la propagande israélienne.

Il en ira de même, tôt ou tard, avec les autres conflits, en Ukraine, au Soudan, en Iran, à Taiwan, au Congo. L'information, comme l'eau, exige de la patience et chemine lentement, souterrainement. C'est un travail ardu, peu spectaculaire, dont la récompense se fait longtemps attendre. Mais il en vaut la peine.

* *Guy Mettan* est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a travaillé pour le «Journal de Genève», *Le Temps stratégique, Bilan,* «Le Nouveau Quotidien» et plus tard comme directeur et rédacteur en chef de la «Tribune de Genève». En 1996, il a fondé le *Swiss Presseclub,* dont il a été le président puis le directeur de 1998 à 2019.

L'UE enlisée dans l'illégalisme

Communiqué de presse des députés européens Michael von der Schulenburg et Ruth Firmenich,

Bruxelles, le 15 décembre 2025

La décision du Conseil des affaires étrangères de l'UE de sanctionner d'autres citoyens européens, dont l'ancien officier des services secrets suisses et colonel à la retraite *Jacques Baud,* porte un nouveau coup dur à l'Etat de droit dans l'Union européenne. Avec les mesures désormais adoptées à l'encontre de Jacques Baud pour de prétendues «activités de désinformation», l'élite politique de l'UE tente de réduire au silence l'un des analystes les plus renommés de la guerre en Ukraine, déclare M. *von der Schulenburg.* Et *Ruth Firmenich* constate: «L'UE utilise la liste des sanctions comme un instrument contre les voix critiques et s'enlisant de plus en plus sur le terrain vague de l'illégalité».

Sans base juridique solide, des citoyens européens se voient sanctionner pour «désinformation». Simultanément, la conversion illégale des avoirs gelés de la Banque centrale russe, de manière permanente et prise en tant que garanties pour des prêts à l'Ukraine, doit avoir lieu cette semaine. En plus, une procédure est en cours devant la CJUE en matière d'application illégale de l'article 122 comme base juridique du règlement SAFE [Safe Securitiy act for Europe], d'un montant de 150 milliards d'euros. Par ses mesures, l'UE menace l'Etat de droit. Schulenburg et Firmenich exigent: «Le Parlement européen doit agir maintenant. Il est censé solliciter la suppression du cadre de sanctions pour ‹désinformation› – il dispose de cette possibilité et doit en faire usage.»

Un avis juridique de poids, récemment rédigé à la demande des députés européens Michael von der Schulenburg et Ruth Firmenich – disponible à l'adresse *https://tinyurl.com/4pkttj6z* – soutient cette critique. Dans cet avis, la professeure *Ninon Colneric,* ancienne juge à la *Cour de justice de l'Union européenne* (CJUE, anciennement Cour de justice des Communautés européennes), et la professeure *Alina Miron,* professeur de droit international à l'université d'Angers, concluent que de nombreux éléments du cadre de sanctions de l'UE contre la «désinformation» sont incompatibles avec le droit de l'Union. En plus, elles soulignent des lacunes d'envergure dans le respect des normes minimales en matière de droits fondamentaux.

Les expertes jugent particulièrement incorrect le refus du droit d'être entendu, avant que des sanctions ne soient prononcées à leur encontre des personnes accusées de désinformation. Ce procédé est disproportionné et donc illégal. Le préjudice infligé à «l'un des piliers fondamentaux de la démocratie, à savoir la liberté d'expression», est estimé disproportionné par rapport à l'objectif de lutte contre la désinformation. Les mesures enfreignent ainsi à la fois les exigences de proportionnalité du droit de l'Union européenne et l'article 11 de la *Charte des droits fondamentaux* de l'Union européenne.

En plus, les deux spécialistes constatent que les restrictions à la libre circulation des citoyens de l'UE, prévues dans le cadre du régime de sanctions, sont illégales tandis que les garanties juridiques accordées aux personnes concernées insuffisantes dans leur totalité. Elles insistent à ce que les termes utilisés, tels que «activités de désinformation de l'information et ingérence», sont entièrement vagues au point d'accorder au Conseil une liberté d'appréciation quasiment illimitée dans l'imposition des sanctions. Selon l'avis juridique, un tel procédé comportera le risque de persécution pour des motifs politiques.

En conclusion, les auteurs soulignent l'effet dissuasif du nouveau régime de sanctions sur les journalistes. Il rendrait risqué d'aborder des sujets controversés, car leurs informations pourraient à tout moment être qualifiées de «désinformation». Ce régime risque de dissuader les journalistes et d'autres acteurs de l'exercice inaliéné de leur droit à la liberté d'expression et d'information. •

Source: *https://www.nachdenkseiten.de/upload/pdf/251216-Firmenich-Schulenburg-EU.pdf*
(Traduction *Horizons et débats)*

La désinformation officielle

Hd. l'UE affirme: «Jacques Baud, ancien colonel de l'armée suisse et analyste stratégique, […] propage des théories du complot, par exemple en accusant l'Ukraine d'avoir orchestré sa propre invasion pour pouvoir adhérer à l'OTAN.»

Les faits: dans son livre «Poutin – Herr des Geschehens?» , publié en traduction allemande en 2023 (éd. française «Poutine, maître du jeu?»), Jacques Baud cite abondamment, à partir des pages 196, une interview d'*Oleksei Arestovich,* futur conseiller du président ukrainien Zelensky, diffusée sur la chaîne de télévision ukrainienne *Apostrof TV* le 10 mars 2019. On y lit notamment:

«*Oleksei Arestovich:* Avec une probabilité de 99,9 %, le prix à payer pour rejoindre l'OTAN est une guerre majeure avec la Russie. […]

«*Apostrof TV: Et si vous aviez le choix, que serait-ce qui serait le mieux?*»

Oleksey Arestovich: «Bien sûr, une guerre majeure contre la Russie et l'adhésion à l'OTAN après la victoire sur la Russie. […]»

Apostrof TV: Quand [la guerre commencera-t-elle]?

Olekey Arestovich: Entre 2021 et 2022. […]

(Traduction Horizons et débats)

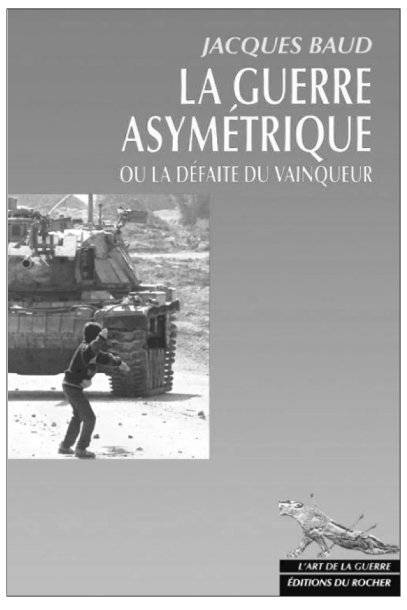
Sapere aude – Osez savoir!

Ce qui distingue les ouvrages de *Jacques Baud,* c'est leur approche rigoureuse et factuelle; chaque affirmation est étayée par des notes de bas de page précises, 90 % des sources provenant de sources occidentales. L'UE est incapable de réfuter ses arguments, mais cherche à étouffer son œuvre à tout prix. Le fait que l'UE le censure constitue une violation de la *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* et de l'article 19 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques.*

Que reste-t-il de la liberté académique en Europe, de *Voltaire?* Nous voilà donc rentrés à l'époque de l'Inquisition romaine et espagnole? La voie en cours conduisant vers un ministère européen de la Vérité fera bien d'autres victimes encore – y compris nous, lecteurs, privés du droit fondamental d'accès à l'information – et nous privera de tout un éventail de récits que nous sommes autorisés à lire et à juger par nous-mêmes – *Sapere aude! (Horatius/Kant).* Aucune démocratie ne peut survivre sans liberté académique et sans un libre échange d'opinions. Que reste-t-il donc de «démocratie» au sein de l'UE?

Alfred de Zayas
(Traduction Horizons et débats)

ISBN-13: 978-2315010264



ISBN-13: 978-2268044996

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CH: PostFinance, BIC POFICHBEXXX
IBAN CH91 0900 0000 8764 4472 4
D: VR Bank Tübingen eG, BIC GENODES1VBH
IBAN DE09 6039 1310 0067 5170 05
A: Raiffeisen Landesbank, BIC RVVGAT2B
IBAN AT55 3700 0001 0571 3599*Imprimerie* Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Terroriser le monde et les populations!

L'avènement d'une nouvelle doctrine qui veut imposer une nouvelle ère de pouvoir

*par Alastair Crooke**

Alastair Crooke
(photo mad)

hd. L'article d'Alastair Crooke, publié début octobre, anticipait ce qui apparaît de plus en plus clairement aux observateurs impartiaux: pour les grandes puissances comme les Etats-Unis, mais aussi pour les puissances régionales comme Israël, le pouvoir prime le droit, ce dont témoignent la terreur infligée par Israël aux Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, la nouvelle stratégie américaine en matière de sécurité et la violente mainmise sur l'Amérique Latine. Quant à l'UE, il est de plus en plus évident qu'elle aussi bafoue l'Etat de droit dont elle se réclame. Ces exemples illustrent la destruction de la réglementation internationale fondée sur les principes du droit international, tels que tous deux ont été adoptés en 1945 dans la Charte des Nations unies, après les horreurs de deux guerres mondiales.

Des changements insidieux et et massifs sont en cours en Occident, où s'impose une nouvelle doctrine politique: la conception conservatrice et, (plus récemment) populiste occidentale se transforme en quelque chose de plus dur, de plus insidieux et de beaucoup moins sentimental ou tolérant. Cette nouvelle tendance s'affiche, de manière consciente et radicale, comme «dominante». Elle pulvérise certains aspects de l'ordre établi en espérant qu'ils tourneront à l'avantage des Etats-Unis (par exemple en générant des revenus plus élevés grâce au paiement d'indemnités compensatoires, les tributs[1]).

Le soi-disant modèle de l'«ordre fondé sur des règles» (s'il a jamais réellement existé, au-delà des narratifs qui chantaient ses louanges) est à présent en lambeaux. Il a été remplacé par la guerre sans limites qui a pris le dessus – sans règles, sans lois et au mépris total de la Charte des Nations unies. Dans certaines parties de l'Occident, les limites éthiques sont taxées de «relativisme moral» et de «faiblesse». L'objectif est d'abasourdir l'adversaire en le médusant.

Ignorance délibérée des règlementations

Un élément fondamental a donc redéfini la politique étrangère d'Israël et des Etats-Unis: ignorer délibérément les règles, afin de l'emporter sur des adversaires abasourdis. Agir rapidement et détruire massivement. Au cours des derniers mois, Israël a mené des frappes militaires non seulement à Gaza, mais aussi en Cisjordanie, en Iran, en Syrie, au Liban, au Yémen, au Qatar et en Tunisie. En juin, ces deux puissances nucléaires ont bombardé les installations nucléaires d'un Etat signataire du Traité de non-prolifération nucléaire sous la protection de l'AIEA: l'Iran.

Ce phénomène d'«action fulgurante et de destruction massive» s'est clairement manifesté lorsque Israël, avec le soutien des Etats-Unis, a lancé son attaque surprise contre l'Iran, le 12 juin 2025, tout comme dans la rapide réaction bureaucratique qui a surpris beaucoup de monde lorsque les «trois Européens» (l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne), membres du JCPOA, le «Joint Comprehensive Plan of Action» de 2015[2], ont mis en œuvre la mesure «snapback» [l'impact immédiat de toutes les mesures retardées] de la JCPOA contre l'Iran. On a sans pitié ignoré les efforts diplomatiques de l'Iran.

La réintroduction des sanctions a été clairement accélérée afin d'anticiper l'«expiration» imminente de l'ensemble du JCPOA le 18 octobre 2025 – après cette date, en effet, il n'y aura plus de JCPOA, le «Joint Comprehensive Plan of Action».

Alors que la Russie et la Chine considèrent cette manœuvre orchestrée par les Etats-Unis comme illégale, entachée d'irrégularités procédurales et qualifiée, de leur point de vue, d'«acte» qui n'aurait juridiquement jamais dû avoir lieu, la réalité est en effet menaçante. Le snapback pousse inexorablement l'Iran vers un ultimatum aux Etats-Unis et à Israël, avec pour objectif soit de capituler complètement devant les Etats-Unis, soit d'être confronté à une écrasante attaque militaire.

A l'origine, cette nouvelle doctrine de pouvoir brutal est née d'une crise financière, mais comme toutes les solutions désespérées, elle risque bien d'échouer. La crise générale que traverse l'Occident, qui se traduit par une opposition populiste à l'establishment, n'est pourtant rien d'autre que le résultat (comme le croient de nombreux progressistes ou autres technocrates) d'une regrettable montée en puissance de la résistance «blanche» contre les différents mouvements d'opposition.

Abandon du «consensus de Davos»

Comme l'écrit *Giuliano da Empoli*[3] dans les colonnes du «Financial Times»: «Jusqu'à un passé récent, les élites économiques, les financiers, les entrepreneurs et les dirigeants de grandes entreprises s'étaient appuyés sur une classe politique composée de technocrates – ou de futurs technocrates – de droite et de gauche, modérés et raisonnables, qui ne se distinguaient guère les uns des autres... et qui gouvernaient leurs pays sur la base de principes démocratiques libéraux, conformément aux règles du marché, parfois tempérées par des considérations sociales. Je les appelle les dirigeants misant sur le consensus de Davos.»

L'effondrement actuel du libéralisme mondial et de ses illusions, ainsi que de sa structure gouvernementale technocratique, n'a fait que confirmer, aux yeux des nouvelles élites, que le «monde des experts» technocratiques n'était ni compétent, ni réaliste. La «stratégie du parapluie»[4] de l'ordre international fondé sur des règles est donc révolue. La nouvelle ère est celle de la domination imposée par la force, que ce soit par Israël ou par les Etats-Unis. Au cœur de cette doctrine se trouve la «domination» d'Israël, à laquelle les autres doivent logiquement «se soumettre». Cet objectif doit être atteint soit par des pressions financières, soit par des pressions militaires. Le changement de nom du ministère américain de la Défense en «ministère de la Guerre» en est le symbole.

Le rôle des élites technologiques américaines

Empoli continue son analyse en ces termes: «Les nouvelles élites technologiques américaines, les *Musk, Zuckerberg* et *Sam Altman* de la transformation actuelle, n'ont rien en commun avec les technocrates de Davos. Leur philosophie de vie ne repose pas sur la gestion compétente de l'ordre établi, mais au contraire sur le désir incontrôlable de tout bouleverser. L'ordre établi et contraignant, la prudence et le respect des règles acceptées représentent une abomination pour ceux qui se sont distingués en agissant rapidement et en détruisant les structures existantes», ecrit Empoli.
Par leur nature et leur arrière-plan, les seigneurs de la tech ressemblent davantage à des dirigeants nationalistes populistes (style *Trump, Netanyahu, Ben Gvir* et *Smotrich)* et, d'une certaine manière, au bastion évangélique du Midwest (dont était issu *Charlie Kirk)* qu'aux cercles politiques modérés de Davos, que tous méprisent abondamment.

Kirk se voyait comme un combattant par élection divine, un soldat de Dieu dans les conflits interculturels. «Certaines personnes ont pour vocation de guérir les malades», a-t-il déclaré un jour. «Certaines personnes ont pour vocation de réparer les mariages brisés.» Et Kirk d'expliqer que sa vocation était de «combattre le mal et de proclamer la vérité» Pour lui, «c'était un tout.» Un commentateur a qualifié son attitude de «politisation de l'évangélisme afin de restabiliser la suprématie de Jésus comme phare de l'humanité.

Stephen Miller, chef de cabinet adjoint à la Maison Blanche, a déclaré dans le contexte de cet assassinat: «Le jour où Charlie est mort, les anges ont pleuré, mais ces larmes se sont transformées en flammes de feu dans nos cœurs. Et ce feu brûle d'une colère juste que nos ennemis ne peuvent ni saisir ni comprendre.»

Quelle est la vision commune à ces factions occidentales apparemment irréconciliables ayant désormais adopté cette doctrine politique plus dure, plus brutale et bien moins sentimentale ou consensuelle?

Dans quel but «faire exploser» des régions entières du Moyen-Orient, impliquant des conséquences aussi brutales que celles que le monde observe à Gaza? L'hégémonie régionale israélienne et le contrôle américain des ressources énergétiques de la région. C'est donc là l'objectif? Certainement, mais il va plus loin. La nouvelle doctrine de l'équipe Trump, de la droite israélienne et des milliardaires juifs qui le soutiennent poursuit un objectif de guerre global. Il ne s'agit pas seulement de la «domination» israélienne et de la «soumission» des autres, comme l'affirme l'envoyé américain *Tom Barrack.* Il s'agit aussi de tenir «sous contrôle» l'Iran; le mécanisme de rétablissement automatique des sanctions (le snapback) est donc également une préparation à la «Grande guerre» visant à soumettre l'Iran.

Un projet de soumission à l'échelle du monde

Un milliardaire juif américain s'est récemment exprimé lors d'une conférence des Sionistes d'Amérique (ZoA) et a envisagé une guerre d'envergure qui s'étendrait jusqu'au cœur même des Etats-Unis: *Robert Shillman* (c'est de lui dont il s'agit) a déclaré que le généreux financement attribué à la ZoA visait à «barrer la route aux ennemis d'Israël et du peuple juif – où qu'ils soient – pour se défendre contre les islamistes désireux de détruire Israël et contre les antisémites d'extrême gauche» qui voudraient, eux, «anéantir le peuple juif».

Ce maelstrom au Moyen-Orient est-il également lié à l'attitude belliqueuse de Trump envers le Venezuela, apparemment isolée mais très affirmée (ainsi que l'accord préférentiel opportun avec l'Argentine)? Oui – il s'agit de placer sous contrôle américain les gisements de schiste argentins et les vastes réserves pétrolières vénézuéliennes dans le but d'assurer la domination énergétique mondiale des Etats-Unis. Ces ressources seront nécessaires pour atténuer la menace que représentent les déficits croissants des Etats-Unis qui pèsent sur la présente Administration Trump.

L'actuelle impasse au Venezuela est liée au projet du Moyen-Orient, car elle constitue un autre aspect d'un projet hégémonique plus vaste la consolidation de l'hémisphère occidental comme sphère d'influence américaine, parallèlement à celle du Moyen-Orient.

Radicalisme anarchique …

Comment l'Occident en est-il arrivé à atteindre cette stature belliqueuse désireuse d'assouvir sa soif de domination? La métaphysique fondamentale de ce glissement vers un radicalisme (apparemment) anarchique remonte à une phase de la pensée américaine concernant l'avidité, l'équité, la liberté et la domination. Comme l' explique *Evan Osnos* dans son livre «The Haves and Have Yachts»[6], les oligarques et les géants de la tech ont de plus en plus rejeté toute limite à leur capacité d'accumulation de richesses au cours des cinquante dernières années. Ils ont également rejeté toute idée que leurs vastes ressources impliqueraient une responsabilité particulière envers leurs concitoyens.

Ils ont adopté une éthique libertaire, selon laquelle, en tant que simples individus, ils ne sont responsables que de leur propre destin se réservant le droit de jouir de leur richesse comme bon leur semble. Plus important encore, ils n'ont pas renoncé au droit d'utiliser leur argent pour façonner le gouvernement et la société selon leur vision techno-autonome. Le schéma qui en résulte, qu'Osnos analyse dans son livre, est une arithmétique simpliste: «l'argent attire l'argent».

La leçon que les géants de la tech ont apprise est la suivante: lorsqu'un Etat ou une autre institution devient incompétent, le seul remède classique à une telle ossification politique n'est ni le dialogue ni le compromis. Il consiste en ce que les Romains appelaient «proscriptio» (ostracisme) – une purge formalisée. *Sylla* le savait, *César* l'a perfectionnée, *Auguste* l'a institutionnalisée. Il s'agit de s'emparer des possessions du proscrit situées au niveau de l'élite, de le priver de ses ressources, de confisquer ses biens et de le contraindre à l'obéissance… sous peine de fatales consequences en cas de résistance!

…et de mégalomanie.

Les partisans de Trump et les élites technologiques d'aujourd'hui sont fascinés par la notion vétuste de «grandeur» – la grandeur individuelle – et par la contribution qu'elle serait susceptible d'apporter à la civilisation. Ce concept inclut généralement une forte composante de l'«outsider» (un individu à la marge), une sorte de transgresseur anarchiste qui insuffle une énergie nouvelle au système de domination que les initiés «expérimentés» sont incapables d'offrir.

Evidemment, rien qu'en lisant ces mots, tout le monde pense à Trump. Il existe une affinité manifeste entre le conservatisme populiste actuel et le radicalisme anarchiste. Dès lors, une question se pose: ses brusques revirements politiques, l'incertitude constante et ses publications imprévisibles sur la plate-forme *Truth Social* ne seraient-ils que de véritables expressions de désespoir face au déclin visible de la grandeur des Etats-Unis? Ou bien nous prépare-t-on à quelque chose de totalement différent, d'opposé, d'encore plus radical: une tentative de transformation financière mondiale?

«Une seule tâche désormais: faire la guerre»

«A partir de maintenant, le nouveau Département de la Guerre n'a plus qu'une seule tâche : faire la guerre, s'y préparer et se préparer à la gagner – sans relâche et sans compromis», a déclaré le Secrétaire américain à la Guerre, le mardi 30 septembre 2025 devant les généraux réunis à Washington.[7] Le monde est en proie aux flammes et, en Europe, la peur est attisée à l'extrême. Partout, on entend parler de «Russie-ci, Russie-là», de menaces omniprésentes. Sommes-nous réellement «préparés»? Ou s'agit-il simplement d'une politique européenne de provoquer les angoisses, destinée à rallier les Etats-Unis à un projet visant à affaiblir et à démanteler la Russie?

L'effondrement de l'Union soviétique avait offert à la «vieille» Europe – les principales nations européennes – les vastes marchés de l'Europe de l'Est, des Balkans et de l'ex-URSS, et lui a également fourni des ressources et une énergie bon marché. Le projet européen lui-même a été pratiquement acheté par l'odeur de l'argent, l'attrait d'une richesse facile.

Maintenant que cette prospérité s'amenuise (et que Trump a considérablement accéléré ce déclin) – et sans le démembrement du marché russe –, quel prix la France, l'Allemagne et l'Italie doivent-elles payer pour conserver leur influence politique d'antan ou leur importance dans le monde? Plus concrètement, les dirigeants européens se retrouvent face à la question: comment faire pour se voir réélu?

La politique au bord du gouffre (la soi-disant «brinkmanship»)[8], la «menace russe», poussent l'Europe vers la zone rouge? Mais ni l'Europe, ni les Etats-Unis ne semblent avoir le courage de déclancher une véritable guerre. Et encore moins, c'est sûr, leurs populations. •

---

* *Alastair Crooke* est directeur du *Conflicts Forum,* siégeant à Beirut. Avant, diplmate britannique, il etait Conseil sur des questions du Proche Orient de *Javier Solana*, le Chargé des affaires exterieurs de l'UE. Il est membre des «*experts globaux»* de l'*Alliance des civilisations* des Nations Unis.

1 Oxford Languages: définition d' «indemnités»: paiement monétaire ou en nature, prélèvement, qu'un peuple vaincu doit notamment verser au vainqueur.

2 Le Plan d'action global commun (JCPOA) est un accord sur le programme nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015 par la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Iran.

3 Financial Times, 26 septembre 2025; «Comment les seigneurs de la tech et les populistes ont changé les règles du pouvoir»

4 *https://umbrellastrategie.de/:* La «stratégie du parapluie» est une stratégie d'investissement en actions internationales basée sur la sélection d'entreprises à fort potentiel d'innovation, notamment dans les secteurs pharmaceutiques et ceux des nouvelles technologies.

5 Vaca Muerta: Vaca Muerta: Ѳl- und Gashaltige Schieferfelder. Ds: *https://taz.de/Fracking-in-Argentinien/!5927002*

6 Osnos, Evan: Chroniques sur les ultra-riches. (Les riches et leurs yachts – Reportages sur les super-riches par Evan Osnos). Disponible uniquement en anglais.

7 *https://www.war.gov/News/News-Stories/Article/Article/4318394/hegseth-announces-war-department-reforms-in-sweeping-speech-to-top-military-bra/*

8 La politique du bord du gouffre: «la capacité d'aller jusqu'à l'extrême sans entrer en guerre», selon l'ancien secrétaire d'Etat américain *John Foster Dulles* dans une interview accordée au magazine *Life* en 1956, à propos de la diplomatie en politique étrangère pour la poursuite de ses propres intérêts. *https://www.britannica.com/topic/brinkmanship*

Première publication: *globalbridge.ch* le 7 octobre 2025. Version originale en anglais: *https://conflictsforum.substack.com/p/moving-fast-breaking-things-a-new* le 2 octobre 2025

(Traduction *Horizons et débats)*

L'Asie – modèle pour un monde multipolaire, multilatéral et multiculturel

Entretien avec Kishore Mahbubani par Pascal Lottaz (Neutrality Studies)

Pascal Lottaz: En un siècle, l'Asie a connu une transformation radicale, passant du statut de région divisée entre empires coloniaux à celui de moteur de l'émergence de l'actuel monde multipolaire, désormais ancré pour la plus grande part en Asie, entre l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et bien d'autres piliers centraux du nouvel ordre mondial. Pour évoquer le succès impressionnant de ce continent ainsi que son avenir, j'accueille aujourd'hui M. Kishore Mahbubani, diplomate chevronné et prolifique universitaire singapourien, auteur de «Has China Won?», «The Asian 21st Century» et «Living the Asian Century».

M. Mahbubani, êtes-vous comme moi d'avis que l'Asie sera vraisemblablement l'un des nouveaux centres de ce monde multipolaire?
Kishore Mahbubani: Non, l'Asie ne se contentera pas de devenir un centre parmi d'autres. Elle sera «le» centre. Bien sûr, il y aura également plusieurs autres centres d'influence en Asie. L'Asie elle-même sera multipolaire, et pas uniquement une composante d'un monde multipolaire. Le point essentiel que je souligne dans mes écrits est que les 200 années de domination occidentale dans l'histoire mondiale étaient une anomalie. En effet, entre la première année de notre ère et jusqu'à 1820, les deux plus grandes économies mondiales ont toujours été la Chine et l'Inde. Ce n'est qu'au cours des 200 dernières années que l'Europe et l'Amérique du Nord se sont développées. Mais cette domination occidentale n'a été rien d'autre qu'une anomalie, qui touche à sa fin, une fin rapide. Pour illustrer mes propos, je me base toujours sur les statistiques. Si l'on compare l'économie cumulée de l'Union européenne à celle de la Chine, en 2000, l'économie de l'UE était huit fois plus importante que celle de la Chine, ce qui est avéré. Aujourd'hui, les deux économies sont à peu près équivalentes. Et d'ici 2050, celle de l'Europe ne représentera plus que la moitié de celle de la Chine. Les Européens doivent comprendre que lorsque, en 50 ans, on passe d'un volume huit fois supérieur à celui de la Chine à un autre volume deux fois moins important, on se doit de traiter la Chine avec plus de respect, au lieu de tenir ces propos condescendants que les dirigeants européens formulent encore à son sujet, ce qui est tout simplement délirant.

Oui, c'est vrai. D'une certaine manière, cette idée ne se dissipe pas dans l'esprit des Européens, qui continuent de croire que tout tourne autour d'eux. Mais la réalité rattrape rapidement ce retard. L'un de nos collègues, Glenn Diesen, a avancé cet argument dans un livre: l'Europe doit revenir à l'idée qu'elle n'est en fait que la péninsule occidentale de l'Eurasie. Pensez-vous qu'une telle réintégration de l'Europe dans l'Asie doive avoir lieu tôt ou tard?
Tout à fait. Je pense qu'il est important que les Européens comprennent que, si l'on considère objectivement le monde actuel, l'Europe représente le passé, un passé glorieux par ailleurs. C'est pourquoi je pense sincèrement que l'Europe va, d'une certaine manière, devenir un très beau musée pour le reste du monde. Les Etats-Unis représentent le présent, mais l'Asie représente l'avenir. C'est de là que viendra toute la croissance future. Il vaut mieux pour les Européens s'adapter à l'avance à ce changement plutôt que de s'y opposer. Et bien sûr, l'acceptation signifie qu'il faut faire de réelles concessions – par exemple dans des institutions telles que le FMI et la Banque mondiale – et ne pas insister pour que la part des voix européennes reste disproportionnée.

A votre avis, quel est l'obstacle à ce genre de mutation pacifique? Parce que pour l'instant, on voit beaucoup de violence. On voit un génocide à Gaza, la guerre en Ukraine et les Etats-Unis qui se préparent à entrer en guerre contre le Venezuela. A votre avis, pourquoi cette époque est-elle si violente?
Globalement, la guerre en Ukraine est sans aucun doute une tragédie, et l'invasion russe de l'Ukraine est illégale. Elle doit être condamnée. Mais en même temps, c'est une guerre qui aurait pu être évitée si les Européens avaient fait preuve d'un minimum de compétence géopolitique. L'incompétence géopolitique européenne est également responsable de cette guerre, car elle a complètement ignoré certaines préoccupations réelles et légitimes de la Russie en matière de sécurité. La guerre à Gaza est assurément une tragédie elle aussi, tout comme le serait une guerre au Venezuela. Mais si l'on regarde vers l'Asie, il est remarquable que la Chine ait réussi à développer son économie de manière spectaculaire – comme je viens de le mentionner – et à atteindre la même taille économique que l'Union européenne, alors qu'elle n'en représentait qu'un huitième en 2000.

La Chine a accompli cette ascension de manière pacifique, alors qu'en général, l'ascension des grandes puissances ne se fait jamais pacifiquement. Dans son livre «Destined for War», *Graham Allison* affirme que les Américains ne devraient pas souhaiter que la Chine ressemble à leur pays, car lorsque les Etats-Unis sont devenus une grande puissance dans les années 1890, cela s'est fait de manière très violente. Ils ont déclaré la guerre à l'Espagne, conquis les Philippines et certains de leurs voisins. L'ascension pacifique de la Chine est donc clairement un cadeau pour le monde. C'est pourquoi l'Occident devrait reconnaître et accepter la nature pacifique de l'ascension chinoise, au lieu de chercher à l'entraver, donnant ainsi lieu à de nombreux problèmes mondiaux.

De par votre expérience en tant que diplomate impliqué dans les relations avec les Européens et les Américains, c'est-à-dire l'Occident en général, pensez-vous qu'ils en soient capables? Pensez-vous qu'ils soient capables de dépasser leurs préjugés et de dire: «D'accord, cette fois-ci, nous allons essayer de traiter les autres d'égal à égal»?
Les Occidentaux les plus réalistes comprennent que le monde a changé et que l'Occident doit cesser de mépriser les Asiatiques, par exemple. Cependant, de nombreux dirigeants politiques ne sont pas capables de l'admettre. Le président *Joe Biden* a déclaré que les Chinois avaient pour objectif de devenir la première puissance mondiale, mais il a ajouté: «Cela n'arrivera pas sous ma présidence.» Aucun président américain ne souhaite être président des Etats-Unis si le pays devient le numéro deux mondial. Cela montre un certain manque de réalisme, car à un moment donné – je ne sais pas quand – l'économie chinoise sera la plus puissante au monde. Et il vaut mieux s'y préparer à l'avance et l'accepter plutôt que de continuer à le nier. J'ai mentionné précédemment la répartition des voix au FMI. Bien que l'UE et la Chine soient à peu près de taille égale, l'une et l'autre représentant environ 17 à 18 % du PIB mondial, l'UE détient 27 % des voix au FMI, contre 6 % pour la Chine. En théorie, cependant, les pourcentages de voix au FMI devraient refléter la part du PIB mondial. Cela signifie que l'UE devrait réduire son pourcentage de voix de 27 % à 17 %, et que la Chine devrait augmenter le sien de 6 % à 17 %. On obtiendrait alors des pourcentages de votes qui reflètent le monde d'aujourd'hui, et non celui d'hier. C'est un exemple concret de la manière dont les Européens refusent d'accepter le développement de l'Asie et qu'eux-mêmes pourraient s'adapter et changer de mentalité.

Pensez-vous qu'il soit plus réaliste d'essayer de convaincre l'Occident d'adapter ces institutions ou est-il plus judicieux d'en créer simplement de nouvelles? Car il me semble que l'idée qui prévaut actuellement, en particulier au sein des BRICS, est la suivante: «Construisons la nouvelle infrastructure, et si l'Occident souhaite y adhérer à un moment donné, peut-être à l'avenir, il pourra le faire. Mais pour l'instant, allons de l'avant.»
Je pense que, curieusement, la plupart des pays asiatiques se satisfont en réalité de l'ordre mondial actuel, créé par l'Occident en 1945 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si l'on considère toutes les institutions mondiales importantes – les Nations unies, la famille des institutions des Nations unies telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce, le FMI, la Banque mondiale, etc. –, elles ont toutes été créées par l'Occident à l'apogée de sa puissance à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En théorie, l'Asie, étant en plein essor, pourrait dire: « Nous ne voulons pas de ces institutions occidentales, nous voulons créer les nôtres.»

> «L'Asie représente l'avenir. C'est de là que viendra toute la croissance future. Il vaut mieux pour les Européens s'adapter à l'avance à ce changement plutôt que de s'y opposer.»

Mais en réalité, les Asiatiques souhaitent conserver ces institutions, qui bien sûr, devraient s'adapter et accepter le retour de l'Asie. Prenons l'exemple du Conseil de sécurité des Nations unies. En théorie, il compte 15 membres, mais dans la pratique, cinq d'entre eux le contrôlent, les cinq puissances dites «P5»: les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et la France. Les dix membres élus sont en fait des observateurs, le Conseil étant contrôlé par les cinq premiers cités ci-dessus. Avoir cinq membres permanents avec droit de veto n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Le fait est qu'il faut représenter les grandes puissances d'aujourd'hui, et non celles d'hier. C'est précisément pour cela que le Conseil de sécurité a été créé. Prenons l'exemple du Royaume-Uni. Je compare le Royaume-Uni à l'Inde.

La raison pour laquelle je les compare est qu'il y a cent ans, les Britanniques étaient capables de dominer l'Inde sans effort. Il est étonnant qu'environ cent mille Anglais aient pu régner sur plus de trois cents millions d'Indiens – cela paraît incroyable. Bien sûr, ce monde-là a disparu pour toujours. Mais pas plus tard qu'en 2000, l'économie britannique était trois fois et demie plus importante que celle de l'Inde. Aujourd'hui, c'est l'économie indienne qui pèse le plus lourd. Et d'ici 2050, elle sera environ quatre fois plus importante que celle du Royaume-Uni. Lorsque ce jour viendra, il sera absurde que le Royaume-Uni soit membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et pas l'Inde. Si les Britanniques voulaient faire preuve de générosité dans ce domaine, ils devraient dire: «D'accord, l'Inde est désormais un pays beaucoup plus puissant que nous.» Les Britanniques devraient généreusement céder leur siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies à l'Inde. Les Britanniques les plus réalistes reconnaissent que le moment est venu de céder leur siège au Conseil de sécurité des Nations unies à l'Inde. Mais c'est précisément le genre de changement, le genre d'ajustements qu'il faut faire pour préserver l'institution des Nations unies tout en modifiant sa composition.

Mais pour y parvenir, les Britanniques devraient le faire volontairement, et les quatre autres membres du Conseil de sécurité devraient également l'accepter, car les Etats-Unis pourraient opposer leur veto. La France pourrait opposer son veto en disant: «Non, vous ne quittez pas le club.» Est-il réaliste de croire que ces puissances en déclin soient réellement capables de dire: «Bon, pour le bien de tous, nous devons nous dépouiller de notre pouvoir et renforcer celui des autres»? Ces choses-là, on ne les voit pas souvent dans la politique mondiale, n'est-ce pas?
Oui, vous avez raison. La France pourrait opposer son veto, tout comme les Etats-Unis. Vous avez raison. Mais en même temps, ils devraient comprendre que le défi pour le Conseil de sécurité des Nations unies – le danger pour le Conseil de sécurité des Nations unies – réside dans le fait qu'il conserve sa composition actuelle mais perde sa crédibilité. Personne ne l'écoutera plus. Les gens diront: «Mais qui êtes-vous donc? Qui représentez-vous? Pourquoi les Britanniques devraient-ils siéger éternellement au Conseil?» Pour préserver sa crédibilité, le Conseil doit donc modifier sa composition. C'est le dilemme auquel sont actuellement confrontés les membres des P5: conserver la composition actuelle et perdre leur crédibilité, ou modifier la composition et conserver leur crédibilité?

Dans mon livre «*The Great Convergence*», j'ai proposé une formule globale pour réformer le Conseil de sécurité des Nations unies. Je l'appelle la formule 7-7-7. Selon cette formule, le Conseil de sécurité des Nations unies se composerait de sept membres permanents. Ces sept pays seraient bien sûr les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Union européenne avec un siège commun, puis, comme nouveaux membres, l'Inde, le Brésil et soit l'Afrique du Sud, soit le Nigeria pour l'Afrique. Soit sept membres permanents. Il y aurait ensuite sept membres semi-permanents, car, comme on le sait, pour chaque nouveau membre qui souhaite adhérer, il y a toujours un voisin qui dit: «Pourquoi pas moi?» Si le Brésil veut adhérer, l'Argentine dit: «Pourquoi pas moi?» Si l'Inde veut adhérer, le Pakistan dit: «Pourquoi pas moi?» Pour chaque pays qui souhaite adhérer, il y a donc un voisin qui dit: «Pourquoi pas moi?» Les pays interpellés par leur «Pourquoi pas moi?» pourraient devenir membres semi-permanents du Conseil de sécurité, avec une rotation tous les huit ans, puis retourner à leur place initiale. Ainsi, eux aussi obtiendraient quelque chose, ils en profiteraient également. Et puis, il y aurait sept membres élus. Je pense donc qu'un système de type 7-7-7 pourrait fonctionner. En fait, le *Quincy Institute* à Washington, D.C., tente d'adapter ma formule et de la présenter comme une proposition de réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.

Pour que cette formule soit adoptée, il faudrait modifier la Charte des Nations Unies, ce qui devrait passer par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Donc, faudrait-il une majorité simple ou une majorité plus importante à l'Assemblée générale?
Probablement une majorité des deux tiers. Mais si l'on dispose d'une formule qui fait beaucoup de gagnants, cela change la donne. Vous voyez, pour l'instant, les formules actuelles font beaucoup de perdants, mais aucun gagnant. Or, la formule que j'ai proposée fait environ 30 à 40 gagnants. Et ces gagnants ont intérêt à voter en sa faveur.

Comment convaincre ceux qui devraient accepter de réduire leur relative puissance?
Il est en effet préférable pour les petits Etats de ne pas avoir à rivaliser avec les puissances moyennes au Conseil de sécurité des Nations unies. Car si l'on examine de près l'histoire du Conseil, certaines puissances moyennes, comme le Brésil, reviennent tous les huit ou dix ans. Et dans ce cas, les petits Etats n'ont aucune chance d'être élus. Ils sont confrontés à des pays comme le Brésil, l'Inde, le Japon, etc. Mais selon ma formule, les puissances moyennes constituent une catégorie à part. De

suite page 5

* *Kishore Mahbubani* est membre émérite de l'Institut de recherche asiatique de l'Université nationale de Singapour (NUS) et auteur de nombreux ouvrages. Il a été nommé doyen fondateur de la *Lee Kuan Yew School of Public Policy* (LKY School) de la NUS en 2004. De 2004 à 2017, M. Mahbubani a été doyen et, de 2006 à 2019, Professeur de politique publique.

* *Pascal Lottaz* est Professeur associé à la faculté de droit de l'université de Kyoto (Japon). Originaire du canton de Fribourg, il est membre du Parti socialiste. Pascal Lottaz gère le réseau de recherche *neutrality-studies.com* et une chaîne *YouTube* du même nom.

«L'Asie – modèle pour …»
suite de la page 4

cette façon, les petits Etats se retrouveront en concurrence entre eux seuls et auront ainsi davantage de chances d'être élus. Selon ma formule, il y aurait donc plus de place pour les petits Etats et si l'on y regarde de plus près, plus de chances d'être élus .

Il ne fait aucun doute que l'ONU doit être réformée et votre formule serait une bonne idée. La question centrale est de savoir comment la mettre en œuvre, comment la faire accepter. Et je me demande si l'ANASE – c'est-à-dire Singapour en tant que membre de l'ANASE – ne pourrait pas nous donner quelques leçons sur la manière de structurer un monde multipolaire, dans lequel les décisions ne seraient pas uniquement prises de manière hiérarchique, mais plutôt selon un modèle consensuel. Qu'en pensez-vous?
Je pense que l'ANASE est sans conteste un modèle pour le monde parce que nous n'avons pas encore abordé certains des autres changements qui se produisent dans le monde. Et je dis toujours que le nouveau monde qui s'annonce est ce que j'appelle un «monde 3M». Les 3M signifient qu'il sera multi-civilisationnel, multipolaire et multilatéral. Et la raison pour laquelle le monde devrait étudier l'ANASE, c'est qu'il s'agit de l'union multicivilisationnelle la plus réussie au monde. En effet, aucune autre région n'est aussi diversifiée que l'Asie du Sud-Est. Parmi les quelque 700 millions d'habitants de l'Asie du Sud-Est, on compte environ 250 millions de musulmans, 150 millions de chrétiens, 150 millions de bouddhistes – mahayana et hinayana – ainsi que des taoïstes, des confucéens, des hindous et même un bon nombre de communistes. Il s'agit donc de loin de la région la plus diversifiée de la planète, qui est néanmoins demeurée une oasis de paix et de prospérité. L'ANASE a réussi à offrir au monde un laboratoire multiculturel qui montre comment différentes civilisations peuvent coexister pacifiquement. Et c'est précisément ce qui sera à l'ordre du jour au XXIe siècle, car la civilisation occidentale doit apprendre à cohabiter pacifiquement avec trois civilisations plus fortes, chinoise, indienne et islamique. La raison pour laquelle seule l'ANASE peut servir de modèle réside dans le fait que l'Union européenne, par exemple, qui existe depuis bien plus longtemps que l'ANASE, reste essentiellement un club chrétien. La Turquie a demandé son adhésion il y a 30 ou 40 ans. Le fait que l'Union européenne ne puisse même pas accepter en son sein un membre de religion musulmane montre qu'elle n'est pas psychologiquement préparée à un monde multiculturel. Mais l'ANASE montre au monde comment vivre dans un monde multiculturel.

Une autre chose à laquelle l'Occident ne semble pas vouloir renoncer est son habitude de penser en noir et blanc: ami ou ennemi, allié ou adversaire. Mais les pays de l'ANASE et l'Asie ne suivent pas le même chemin. Le reste du monde ne s'oriente pas vers la création constante de nouvelles alliances. Comment voyez-vous réellement la structure de sécurité? Que pouvons-nous apprendre de la manière dont l'Asie a organisé sa structure de sécurité?
Eh bien, on le remarque immédiatement : les grandes puissances asiatiques ne mettent pas en place de structures d'alliance, du moins en termes relatifs. La Chine ne le fait pas, pas plus que l'Inde ou l'Indonésie. Bien sûr, certains Etats asiatiques sont des alliés de l'Occident – je pense au Japon, à la Corée du Sud, aux Philippines, à la Thaïlande. Mais ce sont en même temps des pragmatiques. Même s'ils sont alliés des États-Unis, ils entretiennent néanmoins de bonnes relations avec la Chine, bien que le Japon et la Chine traversent actuellement une période très dure: Mais ils ont déjà connu et surmonté des phases difficiles par le passé, donc j'espère qu'ils réussiront également à surmonter celle-ci. Mais l'idée de former des alliances sur une base exclusive ne fait pas partie de la tradition asiatique, car nous sommes beaucoup plus inclusifs. Nous préférons accueillir dans notre club des peuples différents du nôtre, car nous devons cohabiter avec des peuples divers, et pas seulement avec ceux qui nous ressemblent. Dans le système occidental, il faut être une démocratie avant de pouvoir rejoindre une alliance occidentale. Mais certains Etats de l'ANASE sont des démocraties, d'autres non. Ce que nous disons, c'est: très bien, à vous de choisir votre système politique, nous ne portons aucun jugement à ce sujet. Nous vous acceptons tels que vous êtes et nous vivrons avec vous. Et cette acceptation de la diversité est un grand avantage pour l'Asie, contrairement à la tradition occidentale qui consiste à créer des alliances entre pays partageant la même vision.

Pensez-vous que les pressions exercées sur l'Asie du Sud-Est et d'autres régions pour qu'elles entretiennent des relations plus équilibrées en matière de sécurité – c'est-à-dire qu'elles ne misent pas tout sur une seule carte – vont s'intensifier? Singapour semble particulièrement confrontée à ce dilemme: faisons-nous partie intégrante du système d'alliances américain ou non? Selon moi, les pressions vont s'intensifier pour que les pays adoptent une attitude plus neutre, dans le sens où ils devront multiplier leurs partenaires. Qu'en pensez-vous?

Je pense que cela ne fait aucun doute, surtout dans le cas de la plupart des pays asiatiques. Mon livre «La Chine a-t-elle gagné?», que vous avez mentionné, tente d'expliquer pourquoi la concurrence entre les Etats-Unis et la Chine va certainement s'intensifier au cours des 10 à 20 prochaines années. C'est normal, car le numéro un mondial n'abandonnera jamais sa position sans combattre. Il tentera toujours de réprimer le numéro un émergent. Il est donc logique et prévisible que les Etats-Unis repoussent la Chine, ce qui est un comportement typique de toute puissance dominante et ne devrait pas nous étonner. Il est toutefois intéressant de constater que, contrairement à la Guerre froide, où les Etats-Unis ont très bien réussi à gagner des alliés tant dans les pays européens avancés que dans les pays en développement, à l'époque, ce sont des pays comme l'Indonésie, le Pakistan, l'Egypte et, dans une certaine mesure, même la Chine qui comptaient parmi les alliés des Etats-Unis.

Mais cette fois-ci, dans la compétition qui oppose la Chine aux Etats-Unis, presque tous les grands pays du monde, en particulier ceux du Sud, ont déclaré: «Nous ne prenons pas parti. Nous voulons être amis avec les Etats-Unis d'Amérique, tout comme avec la Chine.» Et je pense que c'est là le schéma qui se dessine, c'est tout à fait cela. Les onze pays de l'ANASE, en particulier, ont clairement exprimé leur position: ils veulent être amis avec les Etats-Unis et amis avec la Chine, et ne veulent prendre parti pour aucun des deux. Cela reflète également l'attitude générale des pays du Sud.

Il existe une vidéo très instruisante datant d'il y a dix-huit moi ou deux ans, d'une interview du ministre indien des Affaires étrangères, M. Jaishankar, par un journaliste occidental, lequel a vraiment insisté: «Si les choses tournent mal, serez-vous du côté de l'Occident ou du côté de la Chine? Serez-vous avec l'Occident ou avec la Chine?» En Occident, on ne semble pas comprendre qu'il est possible d'entretenir des relations amicales ou non alignées avec plusieurs parties. En avez-vous été témoin, vous aussi?
Oui, oui, bien sûr. Quant à l'Inde, elle va s'imposer comme un pôle fort et indépendant dans un monde multipolaire. Je vous ai déjà donné l'exemple de la croissance très rapide de l'économie indienne par rapport à l'économie britannique. Dans le cas de l'Inde, il s'agit déjà de la cinquième économie mondiale, et très bientôt, d'ici quatre à cinq ans, elle deviendra la troisième économie mondiale. Il est donc clair que dans dix ans, les Etats-Unis et la Chine occuperont les première et deuxième place, et l'Inde sera en troisième position. L'Inde n'a aucune raison de s'allier aux Etats-Unis ou à la Chine, car elle est suffisamment grande et forte pour constituer un troisième pôle indépendant. Et le reste du monde appréciera de voir l'Inde comme un troisième pôle indépendant, car si ce dernier ne prend pas parti, il offre également à d'autres pays une marge de manœuvre politique pour en faire autant dans cette compétition entre les Etats-Unis et la Chine.

Une question très concrète: pensez-vous qu'il soit temps de commencer à réformer cette partie très ancienne du droit international, le droit de la neutralité, afin de l'adapter au concept moderne des alliances multiples?
Je ne pense pas que ces pays seront nécessairement neutres. A mon avis, le terme «non aligné» est toujours plus approprié, car il est clair que ces pays coopéreront étroitement avec les Etats-Unis sur certaines questions, par exemple parce que les Etats-Unis restent une puissance dominante dans de nombreux domaines et que le monde doit continuer à coopérer avec eux. Dans d'autres domaines, en revanche, ils coopéreront étroitement avec la Chine. Ils ne sont donc pas nécessairement neutres, mais non alignés et prêts à coopérer avec tous.

Il est intéressant de noter que les principes du non-alignement n'ont jamais été codifiés en droit international, du moins pas d'une manière similaire à la codification de la neutralité. Pensez-vous que les Nations Unies devraient travailler à l'élaboration de principes et de normes de non-alignement afin de les rendre plus utiles?
Je pense que ce qui importe davantage, c'est que les Etats affichent leur position à travers leur comportement, car le comportement est un indicateur beaucoup plus fort. Par exemple, les Etats européens auraient pu choisir d'être un pôle indépendant. Dans la compétition géopolitique entre les Etats-Unis et la Chine, ils auraient pu choisir d'être amis à la fois avec les Etats-Unis et avec la Chine. Voilà qui serait pour l'Europe un comportement rationnel, car, à bien des égards, le plus grand défi à long terme pour l'Europe ne viendra pas de la Russie. Les chars russes n'envahiront plus l'Allemagne ni la France.

En réalité, le plus grand problème pour l'Europe viendra de l'explosion démographique en Afrique. En 1950, la population européenne était deux fois plus importante que celle de l'Afrique. Aujourd'hui, la population africaine est deux fois et demie plus importante que celle de l'Europe, et d'ici 2100, elle pourrait être dix fois plus importante. L'Europe a donc tout intérêt à ce que l'Afrique se développe économiquement. Chaque dollar investi en Afrique est un cadeau pour l'Europe, car il crée des emplois pour les Africains, leur permettant ainsi de rester en Afrique.

Alors que la Chine est aujourd'hui le plus gros investisseur en Afrique – quand elle investit en Afrique – l'Europe devrait lui envoyer une lettre de remerciement pour lui dire : «Merci d'investir en Afrique, car vous créez des emplois là-bas.» Mais au lieu de remercier la Chine pour ses investissements en Afrique, les Européens ont montré leur incompétence géopolitique en critiquant la Chine pour ses investissements dans cette région. Critiquer la Chine, c'est se tirer une balle dans le pied. Quand j'écoute des dirigeants européens, comme *Ursula von der Leyen, Kaja Kallas* ou *Annalena Baerbock*, l'ancienne ministre allemande des Affaires étrangères, je constate qu'ils ne prennent pas de recul et ne font aucune évaluation stratégique rationnelle, pragmatique et à long terme des intérêts de l'Europe à long terme et de ce que l'Europe devrait faire pour se protéger.

D'une certaine manière, je suis effectivement le meilleur ami de l'Europe, car j'essaie de dire aux Européens: «Regardez d'abord vos propres intérêts. Et vos propres intérêts vous dictent de ne pas nécessairement prendre le parti des Etats-Unis contre la Chine, car vos intérêts – la géopolitique – se composent de deux mots: géographie et politique. Et comme la géographie de l'Europe est différente de celle des Etats-Unis, il est logique pour l'Europe de dire: «D'accord, en ce qui concerne notre géographie, nous devons d'abord coopérer avec la Chine pour créer des emplois en Afrique.» Et ne pas se rallier aux Etats-Unis lorsqu'il s'agit de bloquer les investissements chinois en Afrique.

Et d'une certaine manière, *Donald Trump* devrait être considéré comme un cadeau pour l'Europe. Car Donald Trump dit: «Ma mission n'est pas de redonner sa grandeur à l'Europe. Ma mission est MAGA – redonner sa grandeur à l'Amérique.» Ce à quoi l'Europe devrait répondre: «D'accord, si ta mission est de redonner sa grandeur à l'Amérique, alors notre mission est de redonner sa grandeur à l'Europe.» Les Européens devraient donc se montrer plus pragmatiques lorsqu'il s'agit d'aborder leurs problèmes géopolitiques. Mais comme *Henry Kissinger* me l'a dit lors de notre ultime conversation en tête-à-tête, la qualité intellectuelle des dirigeants européens a fortement diminué. Ils ne sont plus capables de penser stratégiquement à long terme, comme le faisaient les précédentes générations.

Les Etats-Unis ont également très bien réussi à établir ces liens transatlantiques et à promouvoir de nombreux dirigeants européens qui accordent plus d'importance à la préservation de ces relations et au renforcement des Etats-Unis qu'au renforcement de leurs propres structures nationales, ce qui est une tragédie. Mais laissons cela de côté. Pensez-vous que cela va se rééquilibrer à court ou à long terme? Ou pensez-vous que nous allons connaître plus de perturbations, en particulier en Europe?
Vous savez, autrefois, un illustre homme d'Etat britannique – je crois bien que c'était *Lord Palmerston* – disait que les pays n'ont ni amis ni ennemis pour toujours, que ce qui est durable ne sont que leurs intérêts. Pendant la Guerre froide, ce ne sont pas des valeurs communes qui ont rapproché les Etats-Unis et l'Union Européenne, mais une convergence d'intérêts. Les deux puissances se sentaient menacées au même titre par l'Union soviétique et se disaient: «Bon, puisqu'on a un ennemi commun, on doit coopérer.» L'Union soviétique était aux portes de l'Europe. En effet, les chars soviétiques étaient très proches de l'Allemagne, il était donc logique pour cette dernière de conclure une alliance étroite avec les Etats-Unis.

Mais il y a plus de 12 000 kilomètres entre Bruxelles et Pékin. La Chine ne représente pas une menace pour l'Europe. Si l'on veut préserver ses propres intérêts – comme le fait d'ailleurs très bien Donald Trump, pour être honnête, en préservant les intérêts américains –, il s'occupe des intérêts américains –, alors je pense que l'Europe devrait également apprendre à s'occuper de ses propres intérêts et à décider où ces intérêts se recoupent et où ils divergent. Car à long terme, et comme l'a si bien dit Lord Palmerston, les alliances géopolitiques ne reposent pas sur des valeurs, mais sur des intérêts. Et l'Union européenne doit procéder à un redémarrage stratégique complet et déterminer où se situent ses intérêts; à défaut de ce redémarrage, les Européens continueront à commettre des erreurs. Par exemple, *Susan Glasser*, qui publie au *New Yorker*, a récemment affirmé que la politique européenne actuelle consistait à pratiquer une «auto-humiliation stratégique». Ce sont ses propres termes: auto-humiliation stratégique. L'auto-humiliation stratégique signifie se comporter de manière servile. Et on n'obtient jamais le respect des autres en se soumettant. C'est pourquoi les Européens devraient développer leur propre politique étrangère indépendante et ne pas compter sur les autres pour protéger leurs intérêts.

Que vos paroles, Monsieur l'Ambassadeur, résonnent dans les oreilles des Européens – ou du moins de l'Union Européenne. Je vous remercie sincèrement de nous avoir accordé cet entretien. •

Source: *https://www.videotranslations.org/transcripts/2070_Pascal_2025_11_25_de-DE.pdf* du 26.11.2025

(Version légèrement abrégée et révisée sur le plan linguistique de la retranscription du discours prononcé.)

(Traduction Horizons et débats)

«Les Européens devraient donc se montrer plus pragmatiques lorsqu'il s'agit d'aborder leurs problèmes géopolitiques. Mais comme *Henry Kissinger* me l'a dit lors de notre ultime conversation en tête-à-tête, la qualité intellectuelle des dirigeants européens a fortement diminué. Ils ne sont plus capables de penser stratégiquement à long terme, comme le faisaient les précédentes générations.»

«Le droit pénal international face au tournant décisif»

Conférence internationale à Belgrade

par Eva-Maria Föllmer-Müller

Du 30 octobre au 1er novembre, à Belgrade, l'«Association serbe pour le droit pénal international» (SUMKP 2001), siégeant à Belgrade, a organisé une conférence scientifique internationale en collaboration avec le Forum international sur la criminalité et le droit pénal international (IFCCLGE), basé à Pékin. 83 scientifiques, experts juridiques et représentants d'organisations internationales issus de 26 pays ont été invités à échanger leurs connaissances sur des problèmes actuels et fondamentaux du droit pénal international. La conférence était intitulée «Le droit pénal international à la croisée des chemins».

Ce thème a été choisi en raison des changements tectoniques mondiaux liés à la transition d'un monde unipolaire vers un monde multipolaire.

Outre les contributions de différents pays, deux tables rondes ont permis d'approfondir des thèmes prioritaires, l'une intitulée «L'introduction du nouveau délit de «génocide politique» dans la législation pénale» et «Le Tribunal ad hoc de La Haye, son mécanisme résiduel et l'initiative visant à annuler toutes les décisions de ces instances».

Participaient à cette conférence essentielle des représentants et experts des pays suivants: l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, la République serbe de Bosnie, le Brésil, la Chine, l'Espagne, les Etats-Unis, la Géorgie, la Hongrie, l'Inde, l'Italie, la Kazakhstan, le Kirghizistan, la Macédoine du Nord, l'Ouganda, la Russie, la Serbie et la Suisse.

Les participants ont été chaleureusement accueilli par le Professeur *Sreto Nogo*, président du SUMKP 2001. Il s'est mis, pendant de nombreuses années, au service du Ministère yougoslave de la Justice et en tant que haut fonctionnaire au sein du gouvernement serbe. M. Nogo est parti du constat que les relations internationales étaient de plus en plus influencées par la politique de puissance, dans un ordre mondial en mouvance, en train de se former selon de nouveaux principes, en y ajoutant qu'une réforme mondiale significative nécessitait la participation de la Chine. M. Nogo a vivement critiqué la Cour pénale internationale (CPI – à ne pas confondre avec la *Cour internationale de justice,* CIJ). Il a dénoncé de même le principe de deux poids, deux mesures (doubles standards) et la politisation des tribunaux spéciaux des Nations unies (tribunaux pénaux *ad hoc*). Il a appelé les participants à faire entendre leurs voix, par exemple en soumettant une proposition correspondante au Conseil de sécurité des Nations unies (voir ci-dessous).

Le discours d'ouverture a été prononcé par le Professeur italien *Pino Arlacchi*, Président de l'IFCCLGE et ancien responsable du programme des Nations Unies de lutte contre la drogue. Son exposé était axé sur les guerres actuelles. Comme il a démontré, elles enfreignent l'idée fondatrice de l'ONU, qui postule «préserver les générations futures du fléau de la guerre» et de «maintenir la paix dans le monde». «Chaque jour, nous entendons des nouvelles terribles. Que faire pour nous en protéger?», c'est ainsi que le Professeur Arlacchi a soulevé la question cruciale. Il a rappelé que la vision d'une interdiction de la guerre avait déjà été formulée en 1928, lors du pacte *Briand-Kellogg* mais sans impact sur les grandes puissances.

Arlacchi a insisté surle fait que la société civile ne doit pas pratiquer le mutisme face aux conflits. Comme l'histoire le montre, les catastrophes modernes menacent la totalité des pays de ce monde. Il a apprécié la Charte des Nations Unies en tant que document référentiel visant à prévenir les conflits armés. Compte tenu de la pratique actuelle du prétendu «usage légitime de la force» (legal use of force), M. Arlacchi a plaidé en faveur d'une restructuration de l'ONU, tout en conservant ce qui s'est avéré bien fonctionner. Il a conclu avec le constat: «Parvenir à un monde plus humain n'est pas impossible. Pour y arriver, il faut tout miser sur la volonté stricte et la persévérance des êtres humains de la créer».

Le président de l'Association serbe pour le droit pénal international, le Professeur Sreto Nogo, lors de son discours d'ouverture. (photo SUMKP.RS)

Société serbe de droit pénal international

La Société serbe de droit pénal international a été fondée, en 2001, en tant qu'organisation apolitique, non gouvernementale et à but non lucratif. Son objectif est la recherche, l'étude et l'amélioration des programmes universitaires, professionnels et pédagogiques dans le domaine du droit pénal. La Société réunit des juristes et des experts de diverses disciplines du droit pénal. Par l'organisation de conférences et de séminaires, ainsi que par la publication d'ouvrages collectifs, la Société contribue au développement du droit en tant que science et profession, et à son application pratique.

Source : SUMKP.RS

Large spectre de sujets

Les pays participants ont eu l'occasion de présenter l'état d'avancement de leurs principales préoccupations et activités. Le faisant, les dispositions et réflexions nationales et transnationales en matière de droit pénal se révélèrent être au centre des discussions.

Cela dit, le spectre des thèmes abordés était large. Voici donc un choix de thèmes figurant au programme de la conférence:

– «Responsabilité pénale des dirigeants d'entreprise pour les omissions liées aux actes de leurs sous-traitants» (Brésil),
– «Défis posés par l'IA et le blanchiment d'argent dans l'application du droit pénal international» (Espagne),
– «Transplantation d'organes: différentes stratégies de contrôle» (Serbie),
– «Application de la jurisprudence internationale dans le nord de l'Ouganda» (Ouganda),
– «Prévenir les fuites et les migrations: travail social international dans les situations de crise» (Allemagne),
– «Efficacité et efficience de la Cour pénale internationale» (Albanie),
– «La justice pénale internationale est-elle aujourd'hui réalisable et souhaitable? Leçons tirées des tribunaux ad hoc et de la CPI» (Grèce),
– «Demandes d'extradition et immunité des accusés dans les affaires pénales internationales» (Géorgie),
– «Abus des technologies de modélisation des mégadonnées dans l'économie numérique» (Chine).

Au début de ses propos, le Professeur *Sergey Baburin,* homme politique et expert constitutionnaliste russe, a transmis le message de bienvenue d'*Alexander N. Sawenkow,* directeur de l'«Institut pour l'Etat et le droit de l'Académie russe des sciences». Il a qualifié le thème de la conférenc d'«extrêmeme actualité». Le droit pénal international, dit-il, constituant, depuis les *procès de Nuremberg,* le fondement de l'ordre juridique international et de la coexistence pacifique entre les Etats, «est aujourd'hui confronté à des changements mondiaux dus à de nouvelles formes de criminalité internationale.» Cela nécessite une réévaluation des instruments juridiques existants et le développement de mécanismes efficaces de poursuite pénale.

Baburin a ensuite évoqué «le caractère civilisationnel des défis auxquels était confronté le droit international public aujourd'hui». Il a rappelé le fait que les relations internationales sont actuellement très instables. Comme il a dit, la guerre en Ukraine est aussi une guerre entre civilisations. Dans le domaine familial, les sociétés occidentales manquent de respect envers les personnes âgées. Un Etat devrait «rayonner de bonté et d'amabilité», c'est-à-dire être un *Etat moral*. Le droit international est déformé, notamment en ce qui concerne la perte de souveraineté. Baburin a cité comme exemple de la régie du *double standard* la guerre en Yougoslavie en 1999, où l'OTAN a prétendu de mener une «intervention humanitaire». Il a évoqué «le génocide en Ukraine de 2014, auquel l'Occident n'est pas intervenu». Baburin a fini son exposé en proposant d'œuvrer pour l'intégration des valeurs morales et spirituelles dans le droit international.

Génocide politique et tribunaux spéciaux

Deux tables rondes ont donné lieu à des discussions animées, controversées aussi. La première table ronde portait sur la proposition d'introduire le «génocide politique» comme nouvelle infraction pénale dans le droit pénal international. Ce fut le Professeur *Jove Kekenovski* (Macédoine du Nord) qui a présenté le sujet. Il a défini le génocide politique comme l'abus systématique et délibéré du pouvoir politique, des institutions et des mécanismes internationaux dans le but de nier, d'effacer ou de redéfinir l'identité nationale, culturelle et politique d'un peuple ou d'une communauté; ce qui aboutit à ce que le droit d'un peuple à l'autodétermination et à l'auto-identification est empêché ou supprimé.

Il existe aujourd'hui des formes de destruction systématique de l'identité politique et culturelle qui ne reposent certes pas sur l'usage de la violence physique; néanmoins, le «génocide politique» peut avoir des conséquences tout aussi destructrices sur les spécificités politiques, culturelles et nationales d'une communauté que le génocide classique.

L'extension du droit pénal international existant à l'infraction de «génocide politique» vise à créer une base juridique pour sanctionner de tels actes. Selon lui, il s'agit également d'une obligation civilisationnelle de préserver la diversité, la liberté et l'autonomie politique des peuples dans le monde actuel. Lors de la conférence, une résolution allant dans ce sens a été adoptée.

Il était fascinant d'observer comment l'histoire et la culture de chaque pays se reflétaient dans les différentes contributions régissant le débat parmi les participants. Un participant originaire d'Azerbaïdjan préférait parler de «guerre contre l'Arménie» plutôt que de génocide arménien. Un participant égyptien trouvait inutile de créer de nouveaux termes. Un participant grec a comparé le débat sur la notion de génocide politique aux notions de colonialisme et de néocolonialisme. Au lieu d'introduire un nouveau terme dans le droit pénal international, il a proposé de toujours tenir compte du contexte historique d'u conflit. La Palestine en serait le meilleur exemple. Dans le cas de la guerre en Ukraine, l'interdiction de la langue (russe) aurait été crucial, dans le cas de Cuba, par exemple, le blocus. La perspective pour une solution face à l'ensemble des conflits dans les Balkans serait la mise en place d'un système fédéral. Un autre participant, résident de la République serbe de Bosnie, insistait sur la nécessité de protéger les minorités. Un participant russe a rappelé le nettoyage ethnique en Grèce concluant que le terme de génocide politique était comme un scalpel et que les données actuelles appelleraient d'urgence à son emploi.

Le débat concernant la deuxième table ronde ne fut pas moins animé. Elle avait porté sur les tribunaux spéciaux installé lors de la guerre en Yougoslavie. Un participant issu de Monténégro a fait état que 70 % des personnes arrêtées avaient été des Kosovars et seulement 30 % des Serbes et qu' au Kosovo, il y avait également eu des massacres de Serbes. Il rappela que *Carla del Ponte* avait affirmé que c'est l'OTAN qui avait poussé la création du tribunal spécial, ce qui signifiait qu'il avait été impossible de s'y opposer. En plus, le débat a fait état du mauvais traitements infligés aux prisonniers à La Haye. Dans ce contexte, un participant grec a sollicité la libération des prisonniers; à ce propos, il faudrait y impliquer la communauté juridique internationale dont un premier pas pourrait être une manifestation d'une centaine de juristes devant la prison de La Haye. L'intervenant a insisté sur le fait que le TPI ne représentait pas la communauté internationale.

A la fin de cette table ronde fut proposé une initiative s'adressant au Conseil de sécurité des Nations unies. Celui-ci est invité à adopter une résolution annulant toutes les décisions relatives à la création du «Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie». Elle solliciterait en plus l'annulation de toutes les conséquences juridiques des condamnations prononcées à l'encontre des personnes poursuivies devant le tribunal spécial ou son successeur, le *Mécanisme international chargé de l'achèvement des procédures et des jugements*.

La résolution devrait également affirmer que la Cour pénale internationale (CPI), créée par le Statut de Rome constitue une base autant nécessaire qu'appropriée à veiller à la justice internationale. Elle doit insister sur le fait que c'est elle qui représente le tribunal indépendant et impartial habilité à juger les personnes accusées de génocide ou d'autres crimes graves, conformément aux principes de souveraineté, d'Etat de droit et de droit international général.

Responsabilité

Une autre proposition a été présentée par *Srđan Aleksić,* avocat serbe et représentant légal de nombreuses victimes atteintes d'un cancer à la suite des bombardements à l'uranium appauvri pendant la guerre de Yougoslavie en 1999. Il a souligné les conséquences de la guerre de l'OTAN et les dommages considérables causés à l'environnement et à la santé, proposant de lancer une initiative visant à constater juridiquement l'obligation de l'OTAN d'y répondre.

Un participant a évoqué les dommages environnementaux causés en 1999, par exemple au Kosovo. Sa proposition: les crimes contre l'environnement (écocide) devraient se voir inscrits sur la liste des crimes internationaux.

Un participant géorgien estimait que le principal problème dans l'application du droit résidait dans les doubles standards. L'influence du facteur politique est trop forte; «nous devons insister davantage aux conventions. Dans le droit pénal international comme dans le droit administratif, c'est toujours le problème du pouvoir qui gâche tout».

Les diverses interventions ainsi que les débats dans leur ensemble ont été marquées par un grand sérieux et orienté sur les faits, autant sur le plan objectif que celui de la façon de se disputer. Les barrières linguistiques ont pu être surmontées grâce à des traducteurs professionnels, mais aussi grâce à la serviabilité spontanée de certains participants. L'accueil extrêmement chaleureux pendant ces trois jours et l'atmosphère amicale ont contribué à son succès, palpable pour tous. •

Forum international sur la criminalité et le droit pénal international (IFCCLGE)

Le *Forum international sur la criminalité* et le droit pénal international a été fondé en 2009 par le Professeur *He Bingsong,* éminent juriste chinois, et d'autres experts en droit pénal et en criminologie, issus de huit pays, dont le Professeur *Pino Arlacchi.* Le Forum offre aux spécialistes du droit pénal une plateforme d'échange d'informations sur les réformes, les innovations, l'intégration et le développement de la théorie du Droit pénal entre les pays.

Nos jeunes aspirent à une vie en Paix

Leurs manifestations dans l'Allemagne entière refoulent la conscription obligatoire et la guerre

par Karl-Jürgen Müller

Le 5 décembre, des dizaines de milliers de collégiens et d'étudiants ont manifesté contre la conscription et la guerre dans environ 90 villes allemandes. Le même jour, le Bundestag allemand a adopté une loi sur le service militaire instaurant la conscription obligatoire et ignorant les préoccupations des étudiants.

De nombreux médias allemands ont couvert ces manifestations en citant amplement les déclarations issues des organisations collégiennes et estudiantines. Ces citations, ainsi que des vidéos de diverses déclarations prononcées sur place, ensemble avec les nombreuses pancartes brandies par les étudiants, montrent clairement ce qui préoccupe nos jeunes et les révolte. Même si les manifestations témoignaient d'être bien coordonnées et que des slogans de partis se mêlaient aux prises de positions spontanées, la majorité des participants étaient des jeunes visiblement indépendants et spontanés. Des microphones circulaient donnant, à quiconque le souhaitant, l'occasion de s'y prononcer librement. Ces déclarations se distinguaient par leur caractère limpide, souvent prononcées d'une concision rafraîchissante.

En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le conseil des écoliers du Land a publié une déclaration particulièrement remarquable – telle que j'aurais aimé entendre par la bouche d'un ou d'une de nos responsables politiques allemands – en vain. Les manifestants ont critiqué sans ambages la politique de sécurité du gouvernement fédéral, mis en garde contre *«la multiplication des attaques contre la démocratie et la société»* et dénoncé *«une représentation médiatique exagérée de la menace russe – une forme de manipulation collective visant à attiser la peur du public et à justifier une intervention militaire»*[1]. [emphase ajoutée]

Le Chancelier *Friedrich Merz* en a donné l'exemple lors de son discours au Congrès du parti CSU, le 13 décembre. Contrairement aux faits, il a une fois de plus brandi la présumée menace russe en martelant que la Russie voulait rétablir (par la force) l'Union soviétique dans ses anciennes frontières. Une paix en Ukraine respectueuse des intérêts russes serait comme un nouvel «accord de Munich» de 1938. L'Allemagne offrirait aux jeunes «de nombreuses opportunités […]» – pour y ajouter: «Mais nous attendons aussi leur contribution, […] nous le faisons actuellement sur la base d'une participation volontaire, et si nécessaire, nous le ferons sur la base d'un engagement, au cours de cette législature encore.»

D'autres hommes politiques ont tenté de s'attirer les faveurs des étudiants. *Boris Pistorius* a remporté la palme en le citant ainsi, lors de la *Tagesschau.de,* le 5 décembre: «Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, n'a pas objecté aux grèves dans son discours au Bundestag. Il les a qualifiées de ‹magnifiques›. Dans leurs paroles, elles auraient démontré l'intérêt et l'engagement des jeunes étudiants – et qu'ils étaient ‹conscients des enjeux›.» Pistorius est le ministre à la tête de ceux qui préparent l'Allemagne à la guerre en promouvant la conscription obligatoire, précisément dans ce but.

Lors du démarrage catastrophique de l'été 2021, comme celui d'Ahrtal, de nombreux jeunes contribuaient efficacement aux travaux de réconstruction, en tant qu'aides volontaires, en faveur de leurs concitoyens. Ils y étaient partout, avec un enthousiasme visible.
(photo Deutsche Stiftung Denkmalschutz/Jan Bosch)

Le site web allemand *NachDenkSeiten* a publié, le 5 décembre également, un texte assez exhaustif rédigé par un homme d'une trentaine d'années qui commentait la conscription (voir encadré). J'ai trouvé ce texte très instruisant comme j'ai également apprécié les manifestations. Il se peut que les élèves qui ont séché les cours le matin du 5 décembre aient enfreint le règlement scolaire…

Quant à moi, j'ai pensé à *Wolfgang Borchert,* notamment à sa Kurzgeschichte (brève histoire) intitulée «Ce mardi-là», pendant ma scolarité très souvent lue dans nos classes d'école. Elle décrit une leçon d'orthographe pendant la Deuxième guerre mondiale:
Ce mardi-là, à l'école, elles s'exerçaient à écrire en majuscules. La maîtresse portait des lunettes à verres épais, sans monture. Ils étaient si épais que ses yeux étaient à peine visible.

Quarante-deux filles étaient assises devant le tableau noir et écrivaient, en majuscules: LE VIEUX FRITZ [Frédéric II] BUVAIT D'UN GOBELET EN FER BLANC. LA «GROSSE BERTA»[surnom du canon allemand à destruction massive] AVAIT UNE PORTÉE JUSQU' À PARIS. EN GUERRE, TOUS LES PÈRES SONT DES SOLDATS.

Ulla toucha son nez avec la pointe de sa langue. La maîtresse lui donna un coup de coude. «Tu as écrit ‹Krieg› (guerre) avec un ‹ch›, Ulla. ‹Guerre› s'écrit avec un ‹g›. Un ‹g› comme dans ‹Grube› (fosse). Combien de fois l'ai-je répété ?» La maîtresse prit son cahier et cocha le nom d'Ulla. «Pour demain, recopie cette phrase dix fois, proprement, compris?» «Oui», répondit Ulla, chuchotant très bas: «Celle-là, avec ses grosses lunettes.»

Quels sont donc les enjeux? Nos jeunes d'aujourd'hui devraient-ils en effet attendre qu'après une autre guerre majeure, la voix des jeunes victimes de guerre se fasse à nouveau entendre – comme ce fut le cas après les Première et Seconde Guerres mondiales, notamment avec les livres «Im Westen nichts Neues» (Sur le front occidental, rien de nouveau)[2], «Kriegsbriefe gefallener Studenten» (Les Lettres de guerre d'étudiants tombés au combat)[3], ou «Mir selber seltsam fremd» (Etrangement étranger à moi-même; les mémoires d'un jeune soldat allemand sur la guerre d'extermination contre l'Union soviétique, entre 1941 et 1945)[4]?

Un organe de coordination des manifestations étudiantes a annoncé que les manifestations nationales se poursuivront le 5 mars 2026[5]. On y lit, en plus, ce qui suit ici, des paroles méritant notre pleine attention:
«La conscription va être réintroduite. D'abord sous forme de «service militaire volontaire», mais il en sort clairement déjà: si nous ne sommes pas assez nombreux à nous engager, le tirage au sort sera introduit, mesure qui aboutira sans doute à la conscription obligatoire pour tous. On nous dit que nous sommes censés participer à la prochaine Grande guerre, présumément en faveur de l'Allemagne.

Mais qu'en est-il de notre droit de vivre en paix et de décider nous-mêmes de notre vie? Qu'en est-il de l'article 4, paragraphe 3 de la Loi fondamentale allemande, qui stipule que nul ne peut être contraint de servir dans les forces armées? Nous ne voulons pas passer six mois de notre vie enfermés dans des casernes, entraînés à la discipline et à l'obéissance, et à apprendre à tuer. La guerre n'est pas une perspective d'avenir et ne fait que détruire nos moyens de subsistance, pour tous.

Que ce soit aux actualités ou dans les émissions de débat, presque tout le monde en parle. Les politiciens, la Bundeswehr officielle (les forces armées allemandes) ou divers animateurs se disputent sur la manière de réintroduire la conscription. Mais personne ne nous parle. Personne ne nous demande notre opinion.

Et pourtant, c'est nous qui serons les concernés! Ce sont nos vies dont ils discutent, ce sera notre sort dont ils s'arrogent le droit de disposer! Tout cela nous amène à les obliger de nous écouter, de se rendre compte pourquoi nous sommes contre la conscription!

Il y a toujours eu des jeunes dotés d'une sensibilité particulière concernant le Bien ou le Mal. En temps de guerre et de politique de puissance pure – guidée uniquement par les intérêts particuliers et non plus par le bien commun – où les puissants et les «sages» de ce monde perdent tout sens moral, où le pouvoir prime sur la justice, et où cela se dissimule même sous le couvert de la propagande, par exemple sous le terme de «realpolitik», cette sensibilité est un atout précieux.

Aider les jeunes à suivre leur propre attention à ce qui est moralement juste et à ce qui ne l'est pas – tout en résistant à l'injustice – reste un défi majeur. •

---

1 Citation extraite de *https://www.tagesschau.de/inland/regional/nordrheinwestfalen/wdr-schulstreik-gegen-wehrdienst-aenderungen-demos-am-freitag-in-nrw-100.html* (consulté le 5 décembre 2025).

2 Remarques, Erich Maria. *Im Westen nichts Neues*, première édition 1929.

3 Witkop, Philipp (éd.). *Kriegsbriefe gefallener Studenten. Préface de Wolfgang Helbich*, Weltbild-Verlag, 2013.

4 Schmitz, Stefan (éd.). *Mir selber seltsam fremd. Die Unmenschlichkeit des Krieges. Russland 1941–44*, Claasen-Verlag, 2003.

5 *https://schulstreikgegenwehrpflicht.com/*

Et après …?

par Nicolas Riedl

Que se passera-t-il après? Une fois que tous les plus de 18 ans auront été mobilisés? Après que les «ressources humaines» auront été évaluées et jugées aptes au combat ou rejetées? Selon certains, ce sera le moment indiquant l'Etat désiré d'eux. Une Allemagne où nous serons prêts à la guerre, selon eux dans deux ou trois ans.

Et après? Que se passera-t-il le lendemain? Une récente campagne d'affichage montée de la Bundeswehr (forces armées allemandes), qui semble tout droit sortie du roman fameux d'*Orwell,* énumère 70 raisons d'être de la Bundeswehr, à l'occasion de son 70e anniversaire (en 2025). Là, à plusieurs reprises, la paix, quelle que soit sa définition, est utilisée comme argument pour nous vendre son contraire, la guerre. Selon ses affiches, chaque jeune allemand aspirant à la Paix, devra donc aussitôt rejoindre la Bundeswehr, parce qu'elle serait «le plus grand mouvement pacifiste», lourdement armée alors … soit … et après?

Que se passerait-il dans un soi-dit «état de tension accrue»? Qui pourrait être déclaré lorsque, par exemple, un drone de provenance *MediaMarkt* s'aventurera à proximité d'un aéroport. Serait-il encore possible de critiquer publiquement l'armée? Ou relèverait-il déjà de l'article 89 du Code pénal [«Influence anticonstitutionnelle sur les forces armées allemandes et les services de sécurité publique»]? Les forces armées allemandes continueraient-elles à se battre pour mon droit de m'opposer à elles? Comme le promet l'une des 70 affiches. Je pose la question pour un ami, cela dit entre parenthèses.

Imaginons donc que cette tension monte et que le pays tout entier entre en guerre, comme planifié ouvertement. Je continue avec ma question. Très bien – et après?

La paix reviendra-t-elle alors? Un jour que personne ne connaît? Sera-t-il lors de la fameuse «heure la plus sombre» qui fera naître l'espoir? Pour quand, exactement, cette paix sera-t-elle censée arriver? Et surtout, comment? Par le biais de jeunes hommes – et femmes aussi – qui tirent, bombardent et abattent les jeunes hommes et femmes d'une autre nation, celle des ennemis? Plus précisément, de jeunes Russes. Imaginons que nos militants pacifistes en uniforme et armés soient prêts à cela. Imaginons qu'ils réalisent en effet leurs fantaisies liées à la défaite de la Russie. Alors je repose ma question toujours sans réponse: et après cette «grande victoire»?

Que se passera-t-il le lendemain? Parlons au conditionnel. La clé de la paix promise, résiderait-t-elle dans une Russie dévastée par nos bombardements? Dans une Russie où, une fois de plus, chaque famille aurait à déplorer au moins un membre mort? Supposons que ce soit l'œuvre accomplie par le Mouvement fédéral pour la paix, une Russie vaincue où Poutine serait destitué, voire tué – alors la question se pose à nouveau: que se passera-t-il après?

Vivrons-nous alors en paix? Entretiendrons-nous des relations de bon voisinage avec ce vaste pays, enfin débarrassé de son dirigeant diabolique? Aurons-nous la certitude que les familles endeuillées des Russes assassinés ne chercheront pas à se venger, qu'elles ne nourriront aucune haine envers nous autres Allemands, ni envers l'Occident en général? Aurons-nous la certitude que, dans ce cas, aucun vide de pouvoir ne se formera en Russie et que le pays ne replongera pas dans le chaos des années 1990?

Je continue donc d'imaginer ce qu'il adviendra de nous. Retrouverons-nous, jeunes allemands d'alors, cette liberté qui, selon l'armée allemande, ne s'offre qu'après sa reconquête. De quelle liberté parlez-vous, dites? Celle dont nous avons tous joui entre 2020 et 2022? Lors d'une époque où l'on n'avait même pas le droit de s'asseoir seul sur un banc dans un parc pour lire un livre? Est-ce cette liberté-là que nous devrons défendre? Si oui, pour être honnête, je préférerais être un vrai héros – comme celui que le gouvernement allemand décrivait en 2020: un vrai héros qui reste chez lui, c'est-à-dire sur le canapé! De là, une fois la guerre terminée, je pourrai regarder par la fenêtre le retour de nos soldats, de nos militants pour la paix. Ces militants qui, après leur mouvement de jadis en faveur de la paix, leurs fameuses marches pour la Paix, ne seront probablement plus aussi mobiles qu'alors – je veux dire (permettez-le-moi, il le faut): sans jambes peut-être, en tout cas sérieusement mutilés. Se déplacer, se déplacer sous ces conditions, sera plutôt difficile, à tous. La génération précédente ou avant-précédente s'en souvient encore: l'image de ces blessés et estropiés de la guerre, errant dans les rues avec des membres amputés. Lorsque cette image sera redevenue réalité, alors nous pourrons en reparler… sur l'hashtag #stadtbild (images de la cité). A condition, bien sûr, qu'il nous reste encore nos villes, car – petit rappel – la Russie est une puissance nucléaire. Et si une guerre nucléaire éclatait, alors … eh bien … alors il n'y aurait plus de «et alors?» resté sans réponse.

Mais même si aucune bombe nucléaire ne quittait son hangar et que la guerre se déroulait de manière purement conventionnelle, la question persiste: et après? Comment la paix peut-elle advenir si la *génération Z* subit un traumatisme physique et mental, similaire à celui de la génération de la 2e guerre mondiale? Comment la paix peut-elle renaître si ce cercle vicieux recommence? Ce cercle vicieux qui commence avec des mères et des pères traumatisés par la guerre, à nouveau émotionnellement détournés de leurs enfants qui risquent de devenir violents, mêmes envers eux. La génération dite des baby-boomers pourrait vous en raconter une triste histoire.

La question reste posée. Quelle vision de l'avenir inspire donc tous ceux qui réclament aujourd'hui, avec tant de ferveur, le renforcement de la préparation militaire à la guerre?

Quant à moi, la réponse à cette question reste ailleurs, pourtant simple, elle aussi. En vérité, ces gens n'ont aucune vision, ils sont incapables à vous répondre à la question «et après?» Ils n'ont ni idées, ni plans, pas même l'ébauche d'un monde où il ferait bon vivre. C'est cette frénésie engendrée par la guerre qui empêche de penser à son lendemain. On se concentre sur le fait de libérer un génie de sa lampe magique, un génie qu'il sera extrêmement difficile d'y remettre, et si oui, après de nombreuses années seulement.

Tout ce qui est avancé comme raison pour laquelle les gens sont censés risquer leur vie n'est qu'une farce. Officiellement, il s'agit de se battre pour son pays, soi-disant prospère et libre, alors que, pourtant, des ponts s'effondrent, des retraités ramassent des bouteilles consignées et les critiques ont besoin de peignoirs. En 1999, *Wesley Clark,* ancien commandant suprême des forces alliées de l'OTAN, s'interrogea dans une interview au *Washington Post:* «Et si, un jour, l'Amérique n'était plus qu'un pays rempli de fast-foods? Qu'aurons-nous alors à défendre?» Cette réflexion peut s'appliquer à l'Allemagne, certes à moyen terme, voire même aujourd'hui.

L'imbrication entre la haute finance et le pouvoir politique est plus flagrante que jamais, et la braderie bat son plein. Si, dans ce contexte, vous vous sentez toujours obligé de faire ce qui compte vraiment pour eux, libre à vous! Mais soyons clairs: vous ne vous battrez pas pour la RFA, pour la République fédérale d'Allemagne. Non. Vous vous battrez, au mieux, pour BRA, pour *BlackRock Allemagne.*

Et après?

Initialement publié sous forme de podcast sur Radio München: https://www.radiomuenchen.net/de/podcast-archiv/radiomuenchen-themen/2013-04-04-17-32-41/2994-und-dann-von-nicolas-riedl.html; également disponible en version écrite: https://www.nachdenkseiten.de/?p=143175
(Traduction Horizon et débats)

«Faites en sorte que nous retrouvions la joie et le rire dans nos foyers!»

Souhait de tous les enfants dans le monde entier

par Eliane Perret

En 1941, en plein milieu de la deuxième guerre mondiale, la compositrice américaine *Katherine Kennicott-Davis* à écrit un chant de Noel intitulé «Little drummer boy». L'origine de ce chant appartient probablement aux secrets de la période de Noël, car il semble que Davis s'est laissé inspirer par la tradition folklorique dont les origines ne sont pas connues. La version française, «Le petit tambour» est en tout cas une chanson ayant conquis le monde entier. Elle est chantée et interprétée depuis longtemps, par beaucoup de chœurs d'enfants et en différentes versions.[1]

Plus de soixante ans plus tard, l'auteure britannique *Bernadette Watts* a créé un album d'images qu'elle a illustré avec des dessins fins. La chanson raconte l'histoire d'un garçon orphelin qui vit dans une pauvreté rude. C'est seulement grâce à des dons d'âmes charitables, en battant son tambour, qu'il reçoit ce peu d'aumônes lui permettant de venir à bout de son quotidien difficile. Lorsqu'il entend parler de la naissance de l'enfant Jésus, il aimerait de tout cœur y aller aussi, se joignant à tous ceux qui se rassemblaient pour l'honorer les bergers et les trois rois avec leurs dons si précieux. Mais lui, ne possédant rien d'autre que son petit tambour – se demande où prendre un cadeau à offrir à l'enfant vénéré? Mais c'est précisément avec son tambour qu'il lui donne cadeau, après qu' une étoile l'ait conduit jusqu'à Bethléhème: en forme de ses roulements de tambour…[2]

«Puisse Dieu ramener la joie et le rire dans nos foyers»

L'aspiration profonde des êtres humains à vivre ensemble en paix, s'exprimant dans cette chanson dédiée à l'enfant au petit tambour demeure malheureusement un désir insatisfait jusqu'à présent.

Dans notre monde actuel, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes, vivent toujours dans l'angoisse perpétuelle, dans l'insécurité et face à des menaces existentielles. Dans nombre de contrées de notre monde, la violence et la mort font partie de leur quotidien. Les règles internationales, figées dans les formes du droit international pour empêcher l'injustice et la guerre semblent ne pas être valables les concernant, ni les populations à Gaza, ni en Cisjordanie. Depuis des décennies, ils sont victimes d'humiliations arbitraires, de privation de leurs droits et de violence. Ce notamment dans les années de 2008 à 2014, lorsque la population était de nouveau ciblée, par les terreurs de trois nouvelles guerres. *Ramzi-al-Far* avait sept ans lorsque la première de ces guerres a éclaté. De juillet à aout 2014, lorsque l'armée israélienne a attaqué sa patrie pour la troisième fois, il fréquentait l'*Edward Saïd Conservatoire National pour Musique* (ESNCM), à Gaza-Ville. Les attaques aériennes et au sol ont produit des destructions inimaginables. Des milliers d'habitations ont été complètement détruites, le ravitaillement en courant et en eau interrompus et toute l'infrastructure civile lourdement endommagée. Cette troisième guerre de Gaza a durée 51 jours, ayant coûté la vie à 2 100 Palestiniens. Près de 80 % des victimes étaient des civils, parmi eux plus de 500 enfants. Tandis que plus de 100 000 êtres humains ont perdu leur maison et ont été expulsés de la Bande de Gaza, des quartiers de ville entiers ne restaient que des champs de ruines.[3]

Pour Ramzi al Far et sa famille également, il en allait, une fois de plus, de leur survie. Ramzi avait, pendant ces derniers temps, fondé un orchestre, ensemble avec quatre jeunes musiciens entre 12 et 16 ans, l'orchestre *Al-takht-al-sharqi* (l'0rchestre arabe). Ils étaient tous nés à Gaza descendant de familles dont leurs ancêtres adhéraient à des religions variées. L'ESNCM leur avait offert la possibilité d'étudier autant la musique occidentale que celle du Proche Orient. Ils avaient saisi la chance, au point que leur travail assidu les avait conduit à des prestations extraordinaires (malgré leur quotidien précaire au milieu des attaques aux bombes israéliennes). Le conservatoire était pour eux une sorte de refuge, un endroit dans lequel ils vivaient leur passion pour la musique. Une période difficile, comme le rapporte Ramzi-al-Far, le joueur de tabla, âgé de treize ans. «Au début, je jouais, dans mon foyer familial, pour couvrir le bruit des bombardements. Mais cela ne servait à rien, les bombardements bruyants ont noyé ma musique.» *Saleh-al-Najjar,* directeur et fondateur du ESNCM, mesurait l'importance de son école et de la musique pour Ramzi et ses amis: «Lorsqu'ils sont bien formés et qu'ils jouent bien, cela leur donne de la confiance en eux-mêmes. La musique est importante dans la vie de chaque personne, précisément chez nous, en Gaza. La vie de nos enfants est dure, il n'existe nul endroit leur offrant de développer leurs dons, aucun endroit les invitant à évoluer leurs penchants.»

L'école de Ramzi a souvent été fermée ce qui le confrontait, comme beaucoup d'autres enfants, à la situation traumatisante de se voir réduits à maîtriser, lui et sa famille leurs angoisses et les images traumatisantes de sa ville en train d'être détruite. Mais il n'a pas abandonné. Ainsi, lors d'une éclaircie en période difficile, son orchestre à cinq jeunes musiciens avait profité d'une trêve pour réaliser une vidéo de présentation, dans le but de participer, le 27 février 2015, à un concours de chanson è Beyrouth. Les jeunes musiciens ont pris de grands risques pour finalement passer la frontière à Rafah et entrer en Egypte. Ils ont dû passer une nuit à l'aéroport du Caire, pour ensuite prendre l'avion pour Beyrout. Ils avaient choisi une chanson du compositeur libanais *Wadih-al-Safi.* Il était intitulé «Que Dieu puisse ramener la joie et le rire dans nos foyers». En le récitant, ils se sont donné entièrement, avec tout dont ils disposaient. Leur récital n'a pas seulement touché le public mais également le jury. Leur élan s'est soldé par la trophée, leur accordant l'accès direct au demi-final.[4]

Bien que le groupe de musique n'ait finalement pas eu accès au final, ils ont gagné l'attention de beaucoup de gens au point d'acquérir par leur vidéo plus de neuf millions de vues. Une mère palestinienne-jordanienne, mère de deux enfants, a décrit son émotion, en les écoutant, en ces termes: «Au milieu de la guerre, ils chantent. Face à la mort, face à cette souffrance que nous vivons, ils n'ont pas abandonné, tout au contraire: ils se montrent résolus, et ils nous convainquent dans leur résolution, de réaliser leur rêve. Tant d'autres enfants de Gaza n'ont pas pu s'en aller. Tant d'enfants merveilleux, doués comme eux, ont été tués, avant de pouvoir faire éclore leurs talents. Je suis contente qu'au moins ces enfants-là aient réussi.» Ramzi-al-Far et son groupe de musique en tant qu' ambassadeurs de la paix – ont-ils été entendus?

«Je suis né pour vivre et non pas pour mourir»

Passons à la période de Noël 2023. La chanson du petit tambour vient d'être chantée en public, en Cisjordanie, cette fois par les enfants de la *Ramallah-Friends-School* et diffusé par *YouTube.* Vue la situation en Gaza qui s'est aggravée dramatiquement, ils ont actualisé son texte. «Les enfants de Gaza meurent par la guerre et le monde entier les regarde mourir. Le monde le voit mais n'en veut rien entendre. Il entend, mais il ne parle pas. […] Je suis un enfant, né pour vivre et non pas pour mourir.» Voilà ce qu'ils chantent, à Noël 2023 (voir encadré). Ils adressent leur appel au monde lié par la confiance que leur appel pour la paix et pour la justice ait de l'impact et qu'un réseau d'espoir se forme, dépassant les frontières. Ont-ils été entendus?

Je suis un enfant, né pour vivre, non pas pour mourir.

Mais regardez-les donc, les enfants de Gaza qui pleurent.
Les enfants de Gaza meurent, ils meurent de la guerre.
Le monde les voit – et reste à part.
Le monde les voit mais refuse de les écouter.
Il les entend tout de même mais reste muet.
Sa justice est impitoyable, sa justice se tait.

Quand pourrai-je rêver d'un monde sans peur,
Un monde qui ne retentit plus constamment de bruit des armes?
Un monde où nous n'aurons plus à craindre la prochaine bombe?
Je suis un enfant, né pour vivre, non pas pour mourir –
NON PAS POUR MOURIR, NON PAS POUR MOURIR.

Gaza nous appelle, mes enfants.
Nous voulons l'amour, la vie et la justice.
Et nous y parviendrons – par nos propres mains, quoi qu'il arrive.
Notre terre, après les destructions, nous la reconstruirons,
Maison par maison, nous sommes déterminés.
Gaza est forte, quoi qu'il arrive.
NOUS SOMMES DÉTERMINÉS !
Ô Ciel, fais enfin neiger, et en abondance, de la sécurité et de la paix.

(mélodie selon Le Petit Tambour; paroles réécrites et chantées par les enfants de l'Ecole Ramallah Friends; traduction de l'anglais Horizons et débats)

Pourquoi les lois humanitaires ne valent-elles que pour certains enfants?

Depuis 2023 a situation humanitaire des êtres humains au Gaza et dans la Cisjordanie s'est encore aggravée, à dimensions plus que dramatiques. Israël a dépassé toute base humanitaire. C'est face à cette situation extrême que, le 21 novembre 2023, les élèves du Ramallah Friends School ont adressés une lettre urgente aux députés du Congrès états-unien, lié à une question qui tranche: Comment se fait-il que l'on n'entende pas nos voix et pourquoi les lois humanitaires ne valent-elles que pour certains enfants mais non pas pour nous?
Leur lettre est libellée ainsi:

Mesdames et Messieurs les membres du Congrès, En tant qu'élèves de l'école Ramallah Friends, nous vous écrivons avec une profonde tristesse face aux événements dévastateurs qui se déroulent actuellement, notamment à Gaza, où les civils et les enfants sont les plus durement touchés par ce génocide catastrophique. La récente escalade de la violence en Cisjordanie accentue encore notre vulnérabilité.

Nous vous écrivons au nom de la nouvelle génération, en tant qu'âmes innocentes prises dans ce chaos, dans l'espoir que vous lirez notre lettre et la prendrez au sérieux. Il y a deux semaines à peine, près de notre école, un enfant de 14 ans a été blessé par balle lors de l'entrée de l'armée israélienne dans la ville, ce qui a accru notre peur face à ces incidents soudains et bouleversants. Nombre d'entre nous peinent également à se rendre à l'école en raison des blocus dans nos quartiers. Ils vivent dans la crainte constante d'attaques de colons sur les routes que nous empruntons.

Le génocide à Gaza a coûté la vie à plus de 11 000 personnes, dont près de 5 000 enfants. De plus, environ 625 000 élèves, nos camarades, sont privés d'éducation, de biens essentiels et des nécessités vitales telles que l'eau et la nourriture.

A Gaza, les enfants subissent non seulement l'absence d'accès à l'éducation, mais aussi la dure réalité de vivre sans ressources vitales. La peur qui les habite est profonde: ils craignent pour leur vie et la perte potentielle de leurs parents, se retrouvant seuls et en danger.

Animés de profonde urgence, nous vous implorons de faire du cessez-le-feu une priorité, afin de protéger la vie des enfants innocents et de garantir leur accès à l'eau, à la nourriture et à l'éducation. Nous nous demandons pourquoi nos voix ne sont pas entendues et pourquoi les lois humanitaires s'appliquent à certains enfants mais pas à nous. L'enfance n'est-elle pas un terme qui concerne tous les enfants? Ne sommes-nous pas des enfants? Est-il justifiable que nous subissions une vie sous occupation, que nous vivions dans la peur constante et que la présence inquiétante des colons hante nos rêves? Conformément aux principes fondateurs de notre école quaker, ancrés dans les valeurs de paix, d'égalité et de justice, nous sollicitons instamment votre soutien pour aborder ces questions cruciales. Nous nous tournons vers vous, membres du Congrès, afin d'obtenir une compréhension plus approfondie et des actions concrètes sur ces sujets qui préoccupent profondément nos jeunes esprits.

La Paix avec vous,
les élèves de Ramallah Friends School

ISBN 978-3-314-10450-3

«Nous avons des oreilles pour écouter, des yeux pour voir et des cœurs pour ressentir»

Et pour cette raison nous pouvons savoir que ces deux dernières années, par les agressions militaires d'Israël, plus de 80000 êtres humains ont été tués, la plupart des civils. Des milliers se trouvent encore enterrés sous l'amoncellement des déblais de maisons détruites. Des institutions de première importance pour la vie, comme les hôpitaux, les écoles sont détruites. Le pays dans lequel la population palestinienne vit depuis des générations est aujourd'hui un champ de ruines. Il est difficile d'être confiant en vue des plus de 500 infractions de l'armée israélienne contre l'armistice. Plusieurs centaines de palestiniens ont encore été tués lors de ces infractions, des femmes, des enfants et des hommes. Ce qui persévèrent attendent de l'aide humanitaire nécessaire de façon urgente qui n'a de l'accès que très lentement. Un plan de paix a bien été initié mais ce n'est pas sûr s'il va réussir car une paix crédible et durable ne peut réussir que sur les bases du Droit international et des Droits de l'Homme.

«Respecter des règles, notamment en période de guerre, sont un des instruments les plus efficaces de ceux qui s'engagent pour la vie, pour la sécurité et la dignité humaine et ainsi finalement pour la paix. Le mépris de ces règles ébranle le fondement de l'humanisme», c'est ainsi que nous rappelle tous à l'ordre la Présidente du CICR, *Mirjana Spoljaric*. A cela nous devons réfléchir. Ce qui donne de l'optimisme c'est que de plus en plus de gens du monde entier ne ferment plus leurs yeux et leurs oreilles ressentant l'horreur dans leurs cœurs même, incabables d'effacer l'injustice qui y règne depuis des dizaines d'années, depuis la Nabka. C'est sur eux que comptent Ramzi, ses amis et les enfants du *Ramallah Friends School.* •

---

1 *https://de.wikipedia.org/wiki/Little_Drummer_Boy*

2 Bernadette. *Der kleine Trommler*. NordSüdVerlag Zurich 2018/2023

3 v. Wyss, Kurt O. *Die gewaltsame amerikanisch-israelische «Neuordnung» des Vorderen Orients*. Lery-Verlag Bern 2022. p. 119–142.

4 «Cinq jeunes musiciens de Gaza embrassent le monde arabe». *https://www.france-palestine.org/Cinq-jeunes-musiciens-de-Gaza-embrasent-le-monde-arabe*

5 *Al Takht Al Sharqi – Young Gaza Musicians*. (*https://arabhyphen.wordpress.com/2015/03/03/al-takht-al-sharqi-young-gaza-musicians/*)

6 La Ramallah Friends School est une école quaker située en Cisjordanie depuis 1889. Au cours de sa longue histoire, l'école a également servi d'établissement médical et d'hébergement pour les réfugiés, ainsi que de centre pour des conférences, des événements communautaires, des concerts et bien plus encore.

7 *www.youtube.com/watch?v=ZsEbIVJy0Gg*

8 *https://www.fcnl.org/updates/2023-11/ramallah-friends-school-students-congress-prioritize-ceasefire-protect-childrens*; Das *Friends Committee on National Legislation*, der FCNL *Education Fund und Friends Place on Capitol Hill* sind nationale, gemeinnützige und überparteiliche Quäkerorganisationen, die gemeinsam daran arbeiten, Frieden, Gerechtigkeit und Umweltschutz zu fördern.

9 Spoljaric, Mirjana. *Die zunehmende Banalisierung des Unerträglichen*. Ds: *IKRK. In Aktion. Gemeinsam an ihrer Seite*. Décembre 2025 (Extrait de la déclaration de la présidente du CICR le 22 septembre 2025, à la veille de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York)